
1^{er} Juillet 1939

N° 5 (Nouvelle série)

LA VÉRITÉ

organe théorique communiste internationaliste
(Bolchevik-Léniniste, pour la construction de la IV^e Internationale)



Prix : 3 francs

S O M M A I R E

- Editorial : Maintenir le programme 1
- A nos amis et lecteurs 4

LA CRISE DANS LE P.S.O.P. :

- Les étapes de la lutte antitrotskyste 5
- Une « minorité » qui a peur de tout et d'elle-même.. 10
- Le rapport de la Commission d'enquête ou une pelure de « citron pressé » 13
- Un Congrès antitrotskyste 17
- Informations internationales 21
- Note de la Rédaction 24

SUPPLEMENT :

- L'exclusion du Bureau fédéral des J.S.O.P. de la Seine. 25
-

Par suite de la répression de l'Etat bourgeois — lançant des mandats d'arrêt contre R. Molinier et P. Frank — et de la répression centrisme (décision du Congrès du P.S.O.P.), les camarades groupés autour de « La Vérité » ont procédé à une réorganisation et ont décidé de continuer désormais la publication de cette revue, avec un Comité de rédaction de trois membres.

Comité de Rédaction :

R. FOIRIER, Marc LAURENT, MORGAT.

Correspondance et mandats doivent être adressés à :
R. FOIRIER, 91, rue Rouget-de-l'Isle, Suresnes (Seine).

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

é d i t o r i a l

1939 - 42 Juin 1939 Rédaction Paris 10, rue de Valenciennes

Aux Ouvriers Révolutionnaires

Arrière des cadres d'extrême gauche, l'Internationale Communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire. Les militants, travailleurs de tous pays, qui ont le courage de donner leur vie à la cause révolutionnaire, l'Internationale Communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

des cadres des départs de Paris - ce qui est le plus important - et de faire savoir à tous les militants du parti communiste, dans tout le monde, que c'est la ligne officielle du parti communiste.

des cadres des départs de Paris - ce qui est le plus important - et de faire savoir à tous les militants du parti communiste, dans tout le monde, que c'est la ligne officielle du parti communiste.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.



Léonid et Trotsky visitent à la défilé le terrain Pamp.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

Le parti communiste est un organe vivant. Elle engage ses dirigeants à être toujours en tête de la lutte révolutionnaire.

MAINTENIR LE PROGRAMME

Il y a, à notre point de départ, la conviction que le système soviétique renferme de grandes ressources et d'immenses réserves, et la marche de l'opposition ne mène pas à l'effondrement du pouvoir soviétique, mais à son renforcement et à son développement.

L. TROTSKY.

ENCORE une fois des exclusions de trotskystes ! Et c'est le P.S.O.P., c'est Marcceau Pivert que beaucoup considèrent si proche des trotskystes qui s'engagent dans la voie si allègrement parcourue par les stalinistes et les social-démocrates. Ceux qui n'avaient pas approuvé notre entrée dans le P.S.O.P. nous disent : nous vous l'avions bien dit ! S'effarer, ricaner, hausser les épaules n'ont jamais remplacé les explications ni déterminé la voie à suivre. Pour comprendre ces exclusions (auxquelles nous consacrons presque tout ce numéro de « la Vérité »), il faut ne pas concentrer sa vue sur elle, mais les situer dans le vaste panorama de la situation présente.

Après l'alerte de mars-avril, nous connaissons depuis plusieurs semaines un plat que d'aucuns trouvent surprenant. Annonce-t-il un nouveau Munich ou n'est-ce que le calme avant la tempête ? Déjà plus d'un indice permet de voir monter une nouvelle tension internationale pour les mois d'été.

Pendant la période qui a suivi la tension du printemps 1939, les états-majors et les diplomates ont févreusement travaillé : il y a les pourparlers officiels qui préparent les coalitions, en même temps que les conversations officieuses à la recherche de compromis. En dépit de la radio, des voyages par avion, des déclarations et discours aux peuples, jamais la diplomatie n'a été aussi secrète pour ceux dont partout la peau est en jeu. Dans tout ce que disent les gouvernants et leurs larbins de presse, il faut savoir

faire un tri avec des critères marxistes. Tous affirment leur volonté de paix, et un fait est certain que tous ont une crainte indicible de la guerre ; mais ils ne sont pas maîtres de la machine qu'ils dirigent. Partout l'économie est compromise ; partout les forces sont tendues sans aucune perspective ; le déséquilibre s'accroît. Il y a encore quelques semaines on se demandait si le temps travaillait pour l'un ou l'autre des blocs impérialistes rivaux ; on pourrait aujourd'hui plus justement se demander si le temps ne travaille plus contre tous les deux, car leurs assises sont rongées par le surarmement et les mobilisations. Il leur faut aboutir à une solution dans un délai qu'on n'ose fixer mais qui est forcément très bref.

Si le conflit était localisé, ou localisable, la guerre pourrait, pour une certaine période, être différée ; mais les fameux « nœuds à trancher », selon l'expression de Mussolini, mettent en cause le sort des principaux impérialismes dans le monde ; c'est un nouveau partage du globe qui est à l'ordre du jour pour les brigands impérialistes ; ils n'ont pas la possibilité de régler la question par des moyens pacifiques. Nous ne sous-estimons nullement les capacités de manœuvre du capitalisme pour éviter de franchir le Rubicon, mais ces capacités ne sont pas illimitées.

*
**

Enfin, le frein le plus puissant pour les impérialismes, ce qui pourrait les contraindre, coûte que coûte, à des compromis, la révolution prolétarienne, ils la craignent comme danger d'avenir, mais ils ne la subissent pas comme danger immédiat. Au contraire, ils viennent d'écraser le prolétariat d'Espagne, ils ont désorienté le prolétariat de France ; le chauvinisme peut paraître aux bourgeoisies un dérivatif puissant à la colère renaissante des masses.

Nous ne pouvons, dans ce numéro, traiter aussi longuement qu'il le faudrait l'état de la classe ouvrière en France. Il faut nous limiter à quelques traits rapidement esquissés. Dans l'ensemble, nous subissons un creux inconnu depuis plusieurs dizaines d'années. Le gouvernement pouvait récemment se vanter dans une déclaration radio-diffusée qu'il n'y avait que 13 grévistes sur tout le territoire de la France. Ce creux apparaît d'autant plus bas qu'il survient trois ans après la poussée historique de juin 1936. Effondrement des effectifs syndicaux ; réunions désertes ; manifestations squelettiques ; dans les usines on baisse la tête devant les décisions patronales. Ça c'est ce qui saute aux yeux, ce qui pèse sur le cerveau et les bras de beaucoup de militants qui, n'ayant pas la force d'étudier, de continuer le combat, ont abandonné. Et les organisations se rabougrissent.

Mais il y a ce que l'œil ne voit pas et que le microscope décèle. Dans les masses, le mécontentement grandit, s'accumule, fermente. Beaucoup mieux placés que quiconque, les hommes de la bourgeoisie savent comment, sourdement, isolément ou collectivement, se manifeste la résistance aux heures supplémentaires. Ils savent combien la production souffre des retards, des bons de sortie, des absences, d'un rythme ralenti. Ces méthodes que nous avons préconisées dans « la Commune » dès le lendemain du 30 novembre, et pour lesquelles la justice a distribué des condamnations, ces méthodes qu'un tout petit nombre de travailleurs a pu lire, un nombre peu à peu croissant les applique, mû par un sûr instinct de classe. Enfin, dans les casernes pleines de rappelés, il y a autre chose que de la résignation.

Les chiens de garde du capital le savent bien. Jouhaux, dans un discours à Limoges, demande aux gouvernants d'écouter ses avis car « l'esprit de juin 1936 est en train de renaître dans la classe ouvrière ». Mais sur ce point, pas de surestimation. Il faudra du temps pour que la quantité se transforme en qualité ; il est trop probable que la guerre surviendra avant qu'ait mûri la nouvelle vague prolétarienne. S'il en est ainsi, après une période d'arrêt du mouvement ouvrier, celui-ci reprendra sa marche en avant, avec une force accrue puisée dans la haine du carnage impérialiste.

*
**

En attendant, contre vents et marées, nous préparant pour l'ouragan, nous poursuivons notre lutte dans la classe et dans son avant-garde pour créer, pour rassembler

le Parti de la révolution prolétarienne. Les petits groupes au programme précis, dont la structure d'organisation est si fragile, la bourgeoisie sait apprécier le danger qu'ils constituent. Sa répression s'exerce, toujours plus systématique au fur et à mesure que se resserrent les rouages de l'Etat capitaliste.



Mais la répression n'aurait aucune portée si, en même temps, dans la classe et même dans son avant-garde, nous n'étions isolés. Quand descend le marteau-pilon de la guerre impérialiste, c'est au moment où la torpeur atteint le maximum dans la classe ouvrière que cette opération politique peut s'effectuer dans les conditions les meilleures.

La partie social-démocrate qui avait suivi le P.S.O.P. à Royan avait fondu ; la gauche, les trotskystes progressaient ; l'organisation des J.S.O.P. avait unifiée sous le drapeau du défaitisme révolutionnaire tous les jeunes se revendiquant du marxisme. Une telle situation était insupportable pour tous les « hommes libres » de la franc-maçonnerie. La critique marxiste tirait tous les enseignements de la défaite d'Espagne et effaçait de ce fait l'auréole imméritée du P.O.U.M.. Une telle situation était insupportable pour les opportunistes du monde entier. Et voilà pourquoi après la tragédie des procès de Moscou contre le trotskysme, on peut aujourd'hui lire le réquisitoire comique et piètre de Pivert contre le trotskysme, toujours combattu mais jamais détruit. La seule définition du « trotskysme » que donne Pivert, c'est une caractérisation des méthodes du stalinisme. Pivert fait par contre le silence complet sur les positions fondamentales de Trotsky, sur la théorie de la révolution permanente ; il est vrai que la philosophie des loges lui est beaucoup plus familière, ... les méthodes staliniennes aussi, ainsi qu'on vient de le voir.



L'offensive antitrotskyste se produit dans un moment bien choisi par ceux qui la mènent : torpeur dans la classe ouvrière, manque de vie dans les organisations, et — ce qui est beaucoup plus plus grave — décomposition chez les partisans de la IV^e Internationale. Rien n'est plus dangereux que de cacher la vérité. « Proclamée l'été dernier, la IV^e Internationale se trouve partout dans une situation déplorable. Un peu partout des divisions où l'on ne peut pas dire que c'est « la faute à Molinier ». Mais, plus effrayant que cet éparpillement numérique, c'est la dégradation politique à laquelle nous assistons. La politique du groupe « La Voie de Lénine » (changez de titre, s'il vous plait) est un témoignage inquiétant. Sous prétexte de rester collé au P.S.O.P. « à tout prix », nous assistons à un abandon des principes. « La jeunesse, déclarent-ils, ne doit pas être en avance sur le Parti ». Où iront ceux qui, à l'assemblée commune que nous avons tenue à la veille du Congrès du P.S.O.P., parlaient confusément de « faillite » ?

La période est très difficile. Nous ne pensons pas du tout nécessaire de rompre avec le P.S.O.P. ; non, il faut rester dans le P.S.O.P. — non pas parce que subsistent les perspectives qu'on pouvait avoir l'an dernier, mais parce que l'offensive antitrotskyste de la direction contribuera malgré elle à hâter le développement politique des ouvriers révolutionnaires qui s'y trouvent et que le regroupement de l'avant-garde peut encore y trouver du terrain. Non, il ne faut pas rompre avec le P.S.O.P. ; mais il faut, sous le drapeau de la IV^e Internationale, sur le programme bolchevik-léniniste, y opérer le rassemblement — et non se diluer dans une « minorité » qui a peur d'elle-même et de tout le monde.

En ces heures difficiles, il faut MAINTENIR, s'incruster des quatre fers sur le programme pour lequel, voici dix ans, fut fondée « la Vérité ». Maintenir aujourd'hui, à tout prix, pour demain, pouvoir remonter là pente que le mouvement ouvrier achève de descendre.

A nos amis et lecteurs

JAMAIS groupe révolutionnaire ne fut plus honni que celui que nous constituons. La lutte de pionniers en France pour le programme bolchevik-léniniste, sa continuation par « la Commune » et le Parti Communiste Internationaliste pour regrouper l'avant-garde internationale sur ce programme au moyen d'un système d'organisation viable, la formation d'un noyau jeune qui s'était montré capable d'unir dans la J.S.O.P. tous les groupes de jeunes révolutionnaires marxistes, tout cela nous a valu de ceux dont nous avons troublé la tranquillité, la routine, les petites combines, une crainte et une haine inégalées.

Nous ne sommes pas embarrassés pour répondre à toutes les saletés qui nous visent, à celles qu'on publie et à celles qu'on fait circuler de bouche à oreille. Notre force — qui nous vaut tant de haine — c'est celle de notre programme, c'est la conviction et le dévouement de chaque camarade ; et ce n'est pas une caisse inexistante ni des moyens financiers que possèdent nombre de nos adversaires, mais qu'ils se gardent bien de sacrifier pour ce qu'ils appellent leurs idées.

Notre activité nous vaut, tout au contraire, des difficultés matérielles qui, aujourd'hui, nous obligent à faire un appel plus que pressant à tous ceux qui suivent avec sympathie nos efforts.

Il nous faut assurer l'existence et le soutien de camarades espagnols, dispersés en France ou parqués dans les camps de concentration, et qui sont dénués de toute possibilité de travailler pour gagner leur vie ; ils ont besoin de vivres, de linge, de vêtements, ainsi que de journaux, de publications...

La Commission d'enquête du P.S.O.P. nous interdit toute relation avec Molinier et voudrait nous faire ignorer Frank. Or, ces deux camarades sont actuellement dans l'illégalité, sous le coup de mandats d'arrêt depuis le 6 juin pour des articles parus dans « la Commune », éditée en commun avec nous. La décision de la Commission d'Enquête implique peut-être que nous devons les abandonner à la justice bourgeoise ; les décisions des deux nous privent en tout cas — nous l'espérons momentanément — de leur activité, comme le voulaient les dirigeants du P.S.O.P.

La publication, dans les exclusions du P.S.O.P., de noms de camarades immigrés, traqués par la police et militant sous des pseudonymes, nous a obligés à prendre des mesures fort onéreuses pour les mettre à l'abri de la répression.

Tout cela vient s'ajouter aux frais normaux d'une publication comme la nôtre (édition, envois, envois de propagande, correspondance, etc...) et qui vont continuellement croissant avec la montée du coût de la vie.

Nos camarades versent qui 100 francs, qui 20 francs, qui 5 francs par semaine, suivant leurs possibilités. C'est normal. Mais ce qui ne le serait pas, c'est que ceux qui comprennent l'importance de notre activité et qui, pour diverses raisons, ne veulent ou ne peuvent s'y joindre en personne, ne fassent pas quelques sacrifices pécuniers pour faciliter notre tâche. Nous ne voyons aucune nécessité de nous étendre à ce sujet. Ce que nous demandons des camarades pour lutter contre le régime capitaliste, c'est en fait bien peu par rapport à ce que ce régime leur extorque pour préparer ses guerres et ses dévastations, en attendant de leur prendre leur peau. C'est bien peu, mais encore faut-il le faire.

16 juin 1939.

« LA VERITE ».

P. S. — Quelques camarades nous ont fait observer que nous pourrions faire certaines économies, par exemple en ce qui concerne le papier et la couverture de cette revue. Cette économie, elle serait par un éro de l'ordre de 100 à 150 francs. Nous ne pensons pas que ce soit négligeable, mais nous croyons que l'effort d'une bonne présentation de notre revue ne fait qu'un avec l'effort pour un contenu politique solide de celle-ci ; nous pensons que l'un comme l'autre sont indispensables pour témoigner du souci et du respect avec lesquels nous nous adressons aux prolétaires d'avant-garde pour lesquels beaucoup trop pensent qu'une margarine quelconque est suffisante. C'est en ne ménageant pas nous-mêmes nos efforts que nous trouvons le droit de demander à d'autres d'apporter aussi leur part.

LA CRISE DANS LE P.S.O.P.

Pour comprendre la crise du P.S.O.P. et pour permettre aux militants d'y intervenir au profit du programme bolchevik-léniniste, nous publions une série d'articles traitant les différents aspects de cette crise :

- a) un tableau d'ensemble de l'offensive antitrotskyte ;
- b) l'expulsion du bureau fédéral des J.S.O.P. (les exclus ont publié cette étude en brochure séparée que nous donnons en supplément de ce numéro ; il faut diffuser au maximum cette brochure ;
- c) une étude de la « minorité » et ses documents ;
- d) une analyse sur le rapport de la Commission d'enquête contre Molinier et Frank ;
- e) un compte rendu du Congrès.

Les étapes de la lutte antitrotskyte

P LUSIEURS semaines avant le Congrès National du P.S.O.P., la volonté de la direction de ce Parti d'éliminer toute opposition conséquente, s'est affirmée. La direction a institué dans le P.S.O.P. un régime où la phraséologie sur la démocratie et les « hommes libres » sert de paravent à un système d'information mensonger, à des mesures administratives destinées à briser le libre cours à l'élaboration politique, à éliminer de la direction toute opposition.

Cette tendance que l'on pouvait distinguer quelques semaines avant le Congrès est ouvertement avouée maintenant par Jacquier et autres :

« Après les moliniéristes, ce seront les P.O.Istes ; Guérin et Weitz n'auront qu'à se tenir tranquilles. »

De la sorte, le P.S.O.P. manquera le but qu'il s'est assigné. Il pouvait être un centre de regroupement important des forces révolutionnaires se dressant contre la II^e et la III^e Internationales et voulant en France forger le Parti révolutionnaire dans une lutte quotidienne contre l'ennemi de classe au moyen d'une sérieuse élaboration politique. Toutes ces notions commencent à être faussées dans le P.S.O.P. par l'offensive de la direction.

Prélude à l'offensive

Une aile importante du P.S.O.P. composée de francs-maçons ou non, a la nostalgie de la S.F.I.O. ; elle constitua, dès avant le Congrès, un bloc antitrotskyte dont l'orientation de « Juin 36 » révélait l'existence. Ce bloc antitrotskyte était en particulier dirigé contre les Jeunesses de la Seine dont la situation est suffisamment exposée au cours de ce numéro de « la Vérité » pour que nous n'y revenions point ici.

Un premier incident survint au sujet d'une accusation de Guérin qui, d'après la C.A.P., accusait « la Jeune Garde » de vivre de « l'argent de Molinier » ; ceci fut soumis à une Commission d'enquête, laquelle, bien entendu, dut constater qu'il n'en était rien.

On observait aussi une résistance très nette de Weitz à l'égard de l'organisation des Jeunesses, malgré leur gros effort constructif. Weitz (il faut le mentionner à nouveau), a, par son inactivité, laissé dissocier les J.S.A. des Jeunes de la Gauche révolutionnaire dans toute la France.

En général, l'aile ayant la nostalgie de la S.F.I.O. unie à la « minorité » actuelle, s'opposait à l'effort des anciens jeunes communistes internationalistes pour construire une organisation de combat et d'élaboration politique de jeunes.

Devant les fluctuations politiques des différents groupes, Pivert hésitait. Il ne s'était pas situé

encore avec précision sur la question de la guerre. Il semblait avoir abandonné les positions de défaitisme révolutionnaire qu'il défendait dans la Tribune libre du « Populaire ». Il se situa dans sa réunion de section en préparant un bloc avec Collinet. Ce bloc se souda en accord avec ceux qui ont en main l'appareil de direction du P.O.U.M., violemment antitrotskyste, reprochant à Pivert d'avoir laissé entrer les trotskystes au P.S.O.P. Ils préconisaient des exclusions, ainsi que ces poumistes le firent eux-mêmes pour quelques camarades espagnols. Le communiqué d'exclusion trouva accueil dans les colonnes de « Juin 36 », mais pas la réponse d'un des exclus.

Des convocations circulèrent, invitant les anti-trotskystes à se compter ; des manœuvres furent faites pour obtenir d'un militant récemment venu au P.C.I. (Huile) des documents émanant de notre groupe. Ce camarade, très faible et qui, désireux de conserver un poste administratif dans la commission des entreprises, demandait à Frank des articles qu'il signait dans « Juin 36 », et nous communiquait les listes d'entreprises remettait au

P.S.O.P. des convocations de notre groupe.

**

L'offensive de la direction du P.S.O.P. se précisait. Les deux groupes se réclamant du programme bolchevik-léniniste; celui de « La Vérité » et celui de « La Voix de Lénine » se réunirent. Le groupe « La Voix de Lénine » ayant accepté une discussion commune avec nous, un accord fut fait entre ces deux groupes pour un bloc commun avec un comité de coordination permanent afin de résister à l'offensive de la direction (1).

Le congrès de la région parisienne marqua la volonté très nette de la part de la direction d'inférioriser les oppositions. Les minorités se virent éliminer des délégations par le système des anciennetés S. F. I. O. La lutte eut lieu sur un carrelage politique et non sur un programme d'ensemble. Les jeunes furent éliminés systématiquement de toute délégation au congrès. Les protestations de la minorité, Weitz, Guérin et autres, furent très platoniques car, l'aile des militants venant du P. C. I. étant visée, ils n'en étaient pas mécontents.

Le congrès

Examinant, par ailleurs, le congrès dans son ensemble, nous l'envisageons seulement ici comme une des phases de la crise actuelle dans le P.S.O.P.

L'aile pro-S.F.I.O. voulait à tout prix affaiblir

les minorités. Elle commença son offensive par une motion préalable sur laquelle il n'y eut aucun débat, elle fut renvoyée à la Commission des résolutions, on n'en parla plus. Elle fut ressuscitée dans « Juin 36 ».

« Minorité » anti-P.C.I.

L'aile pro-S.F.I.O. veut éliminer la minorité, la « minorité » veut éliminer les anciens membres du P.C.I., notamment les jeunes. Les deux tendances visent la conquête parlementaire du Parti. La « minorité » se prétendant révolutionnaire ne se rend pas compte que si la conquête parlementaire a son importance, ce qui est déterminant même pour la mener, c'est la cohésion politique des révolutionnaires entre eux.

Une partie de la « minorité » et l'aile pro-S.F.I.O. fait bloc contre les bolcheviks-léninistes venant du P.C.I. Un rapport de la commission d'enquête est distribué au congrès national sans qu'un congrès fédéral ait été consulté et sans qu'aucun des délégués ait un mandat sur ce point.

Les camarades de « La Voie de Lénine » approuvent bruyamment ce rapport; ils donnent, ainsi que Weitz et Guérin, les mains libres à la fraction pro-S.F.I.O., donc à Pivert, pour commettre d'autres malpropretés. Un vote confus a lieu où le nombre d'abstentionnistes est considérable. « Juin 36 » expliquera par la suite qu'il n'y eut pas une seule abstention.

**

Sur la question des jeunesses, par une des cocasseries coutumières de Spinetta, Weitz obtint un

vote satisfaisant. Le parlementarisme battait son plein. On avait donné une arme de dislocation des jeunesses par l'acceptation du rapport de la commission d'enquête que la « minorité » a voté dans son ensemble, même la dernière partie ainsi libellée :

2° De décider qu'il y a, pour tous les membres du P.S.O.P. et pour tous ceux qui y demandent leur adhésion incompatibilité entre l'appartenance au P.S.O.P. et toute collaboration ou intelligence directe ou indirecte politique, culturelle ou financière, à titre individuel ou collectif, sous quelque prétexte que ce soit avec Raymond Molinier et tout ce qu'il peut entreprendre, soit seul, soit comme associé, soit par personne interposée, d'une manière ouverte ou secrète.

Mais on avait eu gain de cause pour les Jeunesses. Crétinisme parlementaire.

(1) Pourquoi nous reprocher de faire sans dissimulation aucune, ce que tous les autres font, le plus souvent clandestinement, par exemple les francs-maçons?

Après le congrès

Dès le lendemain du congrès, avertis que la direction du parti espérait le départ par solidarité de tous les anciens membres du P.C.I. avec Molinier, les anciens responsables du P.C.I. se réunirent pour examiner la situation et décidèrent de subir la décision du Congrès, tout en ayant droit, bien entendu, d'exprimer leur désaccord avec elle et éventuellement de reposer la question, ce qui devrait être un droit dans tout parti.

Cette réunion se tenait dans une salle à côté de laquelle avait lieu une réunion d'une minorité de l'enseignement. Un camarade de l'enseignement prévint téléphoniquement la direction du P.S.O.P. Marceau Pivert vint faire une descente, entouré de quelques gaillards solides (il n'avait pourtant rien à craindre). Il fit « le constat », convoqua verbalement les membres du bureau de la J.S.O.P. au bureau du parti pour le lendemain du parti, la déclaration qui se trouve dans la brochure des jeunes, reproduite dans ce numéro de « la Vérité », à la page 36.

Mais la direction du Parti voulait exclure. Elle renvoya les camarades devant une commission d'enquête et des sanctions qui se réunit immédiatement et, le jour même, adopta la décision suivante, sans même avoir entendu certains camarades :

La Commission Fédérale de Sentence des Conflits, réunie le samedi 3 juin 1939, au siège du Parti, 42, rue Rochecouart, à Paris-11^e.
Saisie par la C.A.P. d'une demande de contrôle contre un certain nombre de camarades pour infraction à la décision du Congrès National des 28 et 29 mai 1939, concernant le citoyen Raymond Molinier.

Après avoir entendu :

D'une part, les camarades Vaillant, secrétaire du Parti, Dragui Nicolitch et Niclas, pour la Commission administrative permanente,

et d'autre part : les camarades Roger Foirier, Pierre Andrei, Privat, Remont et S... dit F... alias B...

Considérant que le Congrès National du P.S.O.P. a voté l'approbation du rapport présenté sur le cas Raymond Molinier.

Que les conclusions de ce rapport étaient ainsi conçues :

« Incompatibilité entre l'appartenance au P.S.O.P. et toute collaboration ou intelligence, directe ou indirecte, politique, culturelle ou financière, à titre individuel ou collectif, sous quelque prétexte que ce soit, avec Raymond Molinier et tout ce qu'il peut entreprendre, soit seul, soit comme associé, soit par personne interposée, d'une manière ouverte ou secrète. »

Considérant que les camarades Foirier, Andrei, Privas, Remont, S. dit F..., entendus, ne

nient pas avoir assisté le 30 mai 1939, à une réunion, 6, rue des Archives, salle Augé, où le citoyen Molinier était présent.

Que cette réunion avait, en fait, pour but d'envisager et d'organiser la tactique à suivre dans le P.S.O.P. par les éléments se réclamant des principes, des méthodes et de la position ayant pour conséquence la désagrégation du Parti.

Attendu que le P.S.O.P. est fondé sur des principes et des méthodes révolutionnaires diamétralement opposés à ceux de Molinier.

Que ces principes et ces méthodes forment la Charte du Parti qui lie ses membres fraternellement dans le but de poursuivre en commun la lutte contre le capitalisme, la bourgeoisie et l'Etat.

Que cette charte ne peut être mise en cause tant qu'un Congrès nouveau ne l'aura pas abrogée et remplacée par une autre.

Qu'elle doit être respectée par tous les membres du Parti, sans exception.

Attendu qu'une organisation démocratique comme le P.S.O.P. permet la libre discussion dans le cadre de sa charte, mais que cette libre discussion suppose le libre raisonnement des individus et leur libre détermination dans la bonne foi et la confiance réciproque.

Considérant que la secte de Raymond Molinier est organisée « perinde ac cadaver » (sic) au sein du Parti, en contradiction formelle avec ces principes élémentaires démocratiques et en violation de la charte et de la décision du Congrès national sur le rapport de la Commission spéciale d'Enquête.

POUR TOUTS CES MOTIFS :

Et vu la déclaration faite et signée par un certain nombre de camarades,

prenant acte de l'absence du Citoyen Marc Laurent qui avait été convoqué devant la Commission, parce que présent à la réunion Molinier du 31 mai.

DECIDE :

1^o Les citoyens Foirier, Pierre Andrei, Morga, Léon, Privat, Remont, S... dit F..., présents à la réunion Molinier du 31 mai, signataires ou solidaires de la déclaration entre les mains de la Commission, sont indignes d'appartenir au P.S.O.P. et sont exclus immédiatement,

2^o Le citoyen Marc Laurent devra dans le délai de 48 heures après notification du jugement, se désolidariser totalement et par écrit d'avec les exclus.

Tous ceux qui dans le Parti se solidariseront avec ceux-ci se mettront d'eux-mêmes en dehors des cadres du P.S.O.P.

La présente sentence devra être notifiée aux

intéressés et portée dans le Parti à la connaissance de tous les responsables.

Fait à Paris, le 3 juin 1939.

Pour copie conforme.

Le jour même, les locaux des Jeunesses étaient fermés. Les membres du Bureau des Jeunesses furent menacés de coups, chassés d'une Assemblée d'information sur le congrès qui fut fort houleuse et où il s'avéra de la façon la plus précise, qu'il s'agissait d'une opération politique.

Il est à noter que la sentence d'exclusion qui

frappa le camarade F... porte les pseudonymes et son nom, ce qui ne pouvait que favoriser la tâche d'autres francs-maçons, de la police.

Le Bureau Fédéral du P.S.O.P. expliqua la situation à sa manière dans un bulletin fédéral.

Les camarades Marc Laurent, Léon, Morgat, non entendus par la Commission, distribuèrent à l'assemblée d'informations, malgré la menace de coups, la déclaration signée par eux qui se trouve également reproduite dans la brochure des Jeunes, à la page 37 de cette revue.

La « minorité » et les exclusions

Dès l'assemblée d'information, dès nos premiers contacts avec les membres de « La Voie de Lénine » et la « minorité », il s'avéra que les membres de « La Voie de Lénine » et l'ensemble de la « minorité » avaient participé peu ou prou à la combinaison contre les bolcheviks-léninistes venant du P.C.I.

Dans un texte que nous publions par ailleurs, la « minorité » admet qu'une sanction aurait dû être prise, mais elle n'est pas d'accord sur l'exclusion. Elle approuve à nouveau bruyamment le rapport de la Commission d'enquête. En un mot, leur formule est une formule de solidarité contre les exclusions jusqu'à l'exécution des exclusions. C'est le coup de la G.R. dans la S.F.I.O. qui recommence.

Mais la « minorité » pour défendre ses positions était forcée de favoriser une certaine psychose. Au lieu de se tourner contre la direction qui se donne pour but de scinder le parti afin d'être tranquille, elle se tourne vers les membres des J.S.O.P. et les accuse de vouloir la scission. Pourtant les J.S.O.P. acceptaient la cooptation des membres à la commission exécutive, ne firent aucun incident, malgré les méthodes de violence qui leur furent opposées, malgré le fait qu'ayant fait appel à la sanction d'exclusion, les exclus ne sont pas tolérés dans les locaux du Parti, ce qui est absolument anti-statutaire.

Une assemblée d'information des J.S.O.P. de la Seine eut lieu où les mêmes tendances se firent jour. La tendance du bureau des J.S.O.P. exclu, était contre la rupture, mais pour le combat politique contre les méthodes de la direction du parti et pour une plateforme politique révolutionnaire. La tendance de la « minorité » était pour le recul à telle enseigne que Lissansky (qui est toujours là quand il y a une sale opération à faire contre les trotskystes et les jeunes, à quelque étape que ce soit), se déclara en complet accord avec Rous. Le Bureau des J.S.O.P. a, à ce sujet, rédigé un texte que voici :

DECLARATION DES EXCLUS AUX MEMBRES DES J.S.O.P.

Camarades,

Nous apprenons que divers camarades considèrent et répandent le bruit que notre déclaration, rédigée hâtivement à l'assemblée

d'information du 11 juin, signifie notre volonté prenant prétexte de nos exclusions, d'amener une scission dans l'organisation.

Nous protestons de la façon la plus formelle contre ces assertions fantaisistes. Nous rappelons que, bien au contraire, nous avons conseillé à nos camarades d'accepter les cooptations de six d'entre eux à notre place, malgré le caractère anti-démocratique de cette mesure (puisque seul un congrès, c'est-à-dire la base pouvait nous retirer un mandat qu'elle nous avait donné) dans le seul but d'assurer dans les meilleures conditions la continuité du travail et la préparation du prochain congrès. Oui ou non, l'acceptation de cette cooptation est-elle le signe d'une volonté de scission ou d'une volonté de travail?

Oui ou non, n'est-ce pas notre travail qui a contribué à l'unification des J.S. exclus, des J.S.A., des J.S.R. et des J.C.I.

Notre position générale est claire et nous voulons la rappeler à tous :

1° Nous considérons que notre exclusion, étendue à quelques adultes, ne vise pas nos personnes, mais qu'elle vise notre politique, c'est-à-dire votre politique, la politique de la J.S.O.P., puisque nous avons conscience de ne pas avoir escroqué nos mandats.

Par notre exclusion qui, dans ces conditions, prend figure d'un véritable acte de scission prenant prétexte d'un cas formel, la direction a cherché à se débarrasser après le refus d'admettre Molinier et Frank actuellement sous le coup d'un mandat d'arrêt pour leur activité politique, de certains camarades ex-membres du P.C.I., considérés comme l'aile la plus irréductible et la plus décidée contre les tendances réactionnaires dans le P.S.O.P. Pour ces tendances liées à la bourgeoisie par la franc-maçonnerie, accepter l'union et l'action des défaitistes dans la J.S.O.P. était intolérable.

2° Dans ces conditions, il est clair pour nous que notre exclusion signifie la volonté de la direction du P.S.O.P. d'imposer un tournant à toute la politique et à l'activité des J.S.O.P. Les anti-trotskyistes du parti ne veulent conserver une « gauche » et une « jeunesse ardente » que pour avoir un alibi révolution-

naire. Ils n'exclueront aujourd'hui ni Guérin, ni Weitz, ni Rous; ils ne dissoudront pas encore la Jeunesse, mais ils chercheront à utiliser les exclusions pour exiger soumission, sagesse, obéissance, inactivité, capitulation quotidienne à toute action révolutionnaire conséquente; et ce, avant tout dans la J.S.O.P.

3° Nous considérons et considérons toujours que, seule une lutte acharnée à l'intérieur du parti et de la jeunesse contre le courant anti-trotskyiste liquidateur, pouvait et peut encore peut-être, permettre à la J.S.O.P. de continuer, non pas dans « le titre » mais dans les faits sur sa ligne, sur votre ligne de regroupement et d'action révolutionnaire des jeunes exploités des usines et des casernes.

Pour nous, l'un des signes du succès des J.S.O.P. dans ce combat, serait notre prochaine réintégration. Cette victoire, nous ne comptons que sur la lutte commune à la base pour l'obtenir.

4° A l'assemblée d'information du dimanche 11 juin, nous avons constaté que les camarades ex-J.S.R. ainsi que Rous et Weitz avaient une position fort différente de la nôtre sur la façon de mener cette lutte contre l'anti-trotskyisme et les liquidateurs des J.S.O.P.

Dans les interventions de Rous et de nombreux J.S.R. faites en présence de Breuillard et Lissansky, représentant le parti; ce ne furent que déclarations de soumission présente et à venir (quoi qu'il advienne, a même déclaré un camarade J.S.R.).

Lissansky ravi, reconnu qu'il n'avait pas de divergences avec Rous sur ces questions : ce ne fut pas une levée de boucliers, mais un échange de fleurs.

Avec une insistance extraordinaire, Weitz et Rous exigèrent une déclaration de notre part, après que plusieurs camarades aient déclaré que la solidarité à notre égard ne pouvait jouer qu'à la condition que nous n'ayons aucune intention scissionniste, ce que nous avons pourtant affirmé.

Ainsi, ces camarades, non contents de déclarer par avance à Lissansky et Breuillard que le maintien de nos expulsions serait acceptée par eux, nous demandaient d'apporter par une déclaration officielle, notre tête à Lissansky et Breuillard.

5° Nous n'aimons pas les comédies, mêmes

prétendues « habiles » et nous ne comprenons pas les luttes qui commencent par des capitulations, aussi notre déclaration ne donna à Weitz et à Rous, aucune satisfaction, ce qui n'est pas, cependant, une raison pour en fournir une interprétation fautive.

Pour nous, l'attitude de Weitz, Rous et des J.S.R. contribue à désarmer le parti et la jeunesse dans leur lutte contre l'anti-trotskyisme.

La direction du parti sûre de l'obéissance à tout prix de ces camarades, sera encore plus dure dans le fond des problèmes demain qu'hier, non pas contre nous seulement, mais pour imposer le tournant sur le plan politique et de l'activité révolutionnaire quotidienne; voilà la vérité que la myopie politique de certains camarades n'a pas su discerner, et que les faits leur démontreront, nous le craignons, avant longtemps.

Face à cette situation, nous confirmons à la veille d'une nouvelle tension internationale d'où sortira peut-être la guerre, notre inébranlable volonté de continuer à lutter au sein des J.S.O.P. pour le rassemblement révolutionnaire international des jeunes, la réalisation du défaitisme révolutionnaire.

Nous affirmons que nous mènerons cette lutte sans souci de place dirigeante, sans souci de nos peines. Nous confirmons notre but de faire que la J.S.O.P., notre J.S.O.P. continue et ne devienne pas le cadavre anti-trotskyiste de paralytique que désirerait la direction du parti. Pour cette lutte qui est la lutte même pour la J.S.O.P., qui peut seule sauver la J.S.O.P., nous comptons sur tous et chacun ne comptant sur nous sans distinction de tendance ou d'affinités.

Vive la J.S.O.P.

Voici donc un examen récapitulatif des faits. Aucun de ces faits ne peut être démenti. Nous nous dispensons ici de commentaires politiques donnés par ailleurs.

En résumé, le bloc des maçons et de ceux qui ont la nostalgie de la S.F.I.O. ne pouvait tolérer qu'il existe une organisation de jeunes commençant à se développer dans la classe ouvrière, ayant une position précise sur le défaitisme contre la guerre qui vient. Ce bloc a engagé l'offensive avec cette volonté de détruire la J.S.O.P. plutôt que de tolérer son développement. Cette manœuvre politique exprime la pression de la classe ennemie.

Un Conseil fédéral de la Région parisienne s'est tenu dimanche 25 juin. A nouveau, la Direction a affirmé son antitrotskyisme. Jacquier a exprimé crûment la tactique : dissocier les trotskystes du P.O.I. et du P.C.I. A nouveau la « minorité » a montré sa couardise — pour ne pas dire plus : Guérin a osé qualifier de « provocation » l'intervention publique de Foirier pour la IV^e Internationale ; Rous a reproché à la Direction du P.S.O.P. d'associer « le bon militant » Foirier à Molinier au lieu de l'en séparer. Rous répudia aussi certaines méthodes sectaires des petits groupes... Quelques-uns de nos camarades intervinrent malgré le sabotage de la Direction.

Dans cette situation, l'audition des exclus ne fut repoussée que par 35 voix contre 29. D'autre part, l'entrée du local aux exclus qui avaient fait appel fut votée par 640 voix contre 390. La Direction ne parvint à faire approuver les exclusions par 700 voix contre 400 que sous la forme d'un vote de confiance au Bureau.

Ces chiffres attestent que la Direction n'a été sauvée que par la « minorité ».

Une "minorité" qui a peur de tout et d'elle-même

NOUS avons vu qu'au Congrès du P.S.O.P., la plupart des militants de notre tendance qui auraient pu être délégués ont été éliminés, grâce au silence, donc au concours de Weitz Guérin et Rous, lesquels voulaient constituer leur « minorité », ce qui fut fait.

Cette « minorité » fit éditer un texte intérieur du P.S.O.P. où elle se définissait de « Madeleine Hérard à Rous, en passant par Weitz et Guérin ». Nous publions ce texte car nous n'avons pas l'habitude de commenter une chose si importante sans en donner le contenu.

Dans ce texte, la « minorité » reproche à la direction du P.S.O.P. ses longueurs quant aux décisions de la Commission d'enquête, elle approuve le rapport et les décisions de cette Commission à l'égard « d'un individu dont l'activité passée a pesé lourdement sur l'avant-garde révolutionnaire ».

Ceci est simplement effarant. Par quel aveuglement politique peut-on voter sans la moindre réserve un rapport non seulement misérable et mensonger en ce qui concerne le cas personnel de Molinier, mais qui constitue surtout politiquement une machine de guerre contre la « minorité » elle-même ? Ces militants n'ont pas confiance dans Marceau Pivert en ce qui concerne la lutte contre la guerre, la construction du Parti ou l'indépendance du syndicalisme, mais ils ont confiance en lui pour rendre la justice...

La « minorité », dans son texte, semble oublier que depuis dix ans que les bolcheviks-léninistes luttent en France, l'activité de militants comme Guérin, Weitz et autres, Rous lui-même, « a pesé lourdement » dans le giron de la social-démocratie traditionnelle.

La « minorité » reproche au Secrétariat du P.S.O.P. non point les sanctions en elles-mêmes, mais les exclusions ; c'est-à-dire que la « minorité » admet que les jeunes ont eu tort, mais la nature de la sanction, c'est-à-dire les exclusions n'a pas leur accord. Sur ce plan comme sur les autres, la « minorité » n'est pas logique avec elle-même. Comment peut-on admettre dans une même organisation ceux que le rapport de la Commission d'enquête voté par elle qualifie de :

« une fraction, un clan qui veut par tous les moyens, financiers ou autres, normaux ou clandestins, asseoir comme une nouvelle classe dirigeante, sa domination sur les organisations prolétariennes, non en vue de les servir mais de les asservir et de les détruire. »

Quand on a voté cette ineptie visant un groupe de militants, on apparaît comme de véritables philistins en proposant de remettre à ces mêmes hommes la direction d'une jeunesse prolétarienne. Ces contradictions s'expliquent très bien. Les membres de la « minorité » savent très bien que le groupe des jeunes révolutionnaires ou d'adultes révolutionnaires qui ont milité comme communistes internationalistes ne sont ni corrompus ni corrupteurs. Mais de même que la direction du P.S.O.P. veut « SON P.S.O.P. », la « minorité » veut « SA MINORITE ». Chacun a ses petits projets, aucun ne peut tolérer l'élaboration démocratique d'une politique. A l'un, il faut la « résolution préalable », à l'autre les « cas personnels », c'est-à-dire autant de trucs pour garder l'un la direction du P.S.O.P., l'autre la direction de la « minorité ».

Nous sommes en pleine politocallerie à laquelle le combat révolutionnaire est étranger. Ce n'est pas par ces petits moyens que l'on peut tenter de forger les cadres dans une période aussi difficile que celle où se développe le mouvement ouvrier. Ce n'est pas par de petits moyens pareils que l'on disloquera un noyau solide de militants révolutionnaires unis par leur programme, des méthodes d'organisation cohérentes, et dont l'avenir démontrera encore la cohésion.

Le système artificiel de personnes sur lequel est bâtie la minorité, les événements le remettront en cause et contraindront à nouveau à un travail commun avec les nôtres, adultes ou jeunes. Ceci, les anciens membres du P.O.I. l'ont déjà éprouvé, puisque quelques jours avant le Congrès, ils étaient tenus par les événements eux-mêmes de tenir avec nous des réunions communes.

Par son texte, la « minorité » donne un blanc-seing à Pivert pour agir à l'avenir, pour agir malhonnêtement et misérablement à son égard comme il le fit à notre égard. Cette minorité ne fait qu'exprimer sa peur de tout, y compris de sa propre existence.

Les jeunes révolutionnaires ne doivent pas être troublés par cette « minorité ». La J.S.O.P. peut être un centre de regroupement sérieux pour les jeunes révolutionnaires. Weitz, Guérin et autres ont tout fait pour freiner cela et ont opposé à cela une inertie hypocrite. Le regroupement trouvera quand même sa voie.

P. S. — Il serait faux de croire que le langage de la « minorité » est dicté par une vaine habileté. Dimanche 19 juin, elle a éprouvé le besoin d'entendre quelques exclus sous un prétexte quelconque ; ce fut en réalité une tentative nouvelle de faire partager leur peur à nos camarades — qui intervinrent non comme des exclus à titre personnel, mais comme membres d'une tendance bolchevik-léniniste. Cette « minorité » où se rencontrèrent avec Weitz et Guérin, les ex-membres du P.O.I. Rous et Craipeau, se montra au-dessous de la G.R. lors de l'exclusion des B.-L. du parti socialiste.

Texte intérieur strictement réservé aux Membres du Parti et des J.S.O.P.

MISE AU POINT DE LA MINORITE

La parole a été refusée au représentant de la minorité, le camarade Weitz, à l'assemblée d'information de la Région Parisienne pour s'expliquer sur deux faits postérieurs au Congrès, l'exclusion des dirigeants des J.S.O.P. et publication en tête du compte rendu du Congrès, dans « Juin 36 », d'une motion préalable, selon nous, non votée par le Congrès. Par suite, nous sommes contraints de faire connaître notre point de vue aux membres du parti et des Jeunesses par cette feuille ronéotypée. On trouvera plus bas toutes les explications de nos délégués à la C.A.P. en ce qui concerne la question des J.S.O.P. Dans tous les cas, notre position est strictement conforme à la discipline du parti, à ses statuts et aux intérêts du Parti et des J.S.O.P. Elle entend le rester. C'est pourquoi nous déclarons sans ambiguïté que le cas Molinier est pour nous réglé par le Congrès, que nous désapprouvons toute attitude de solidarité vis-à-vis de Molinier.

Au surplus, nous invitons tous les camarades de la minorité à conserver leur sang-froid, devant la campagne menée contre la minorité, à continuer malgré toutes sortes d'accusations et de manœuvres, à consacrer toutes les forces au développement du Parti ; à assurer par leurs sacrifices et leur dévouement la vie de « Juin 36 », à se préoccuper de recruter de nouveaux éléments pour le Parti et les Jeunesses à Paris, en Province, et à constituer vraiment le Parti, en particulier par le travail syndical, d'entreprises, par le travail J.S.O.P.. En protestant avec énergie, en demandant que la J.S.O.P. continue, en demandant que soient désapprouvées et rapportées les mesures de décapitation de la direction jeune, nous nous inspirons aussi de ce souci : tout faire pour dire toute la vérité et faire la clarté ; ne rien faire

qui puisse faciliter l'œuvre de destruction des J.S.O.P.

Ceci dit, nous n'en sommes que d'autant plus libres pour dénoncer une opération qui, sous le couvert de cas de discipline est en réalité une opération politique dirigée contre les J.S.O.P. d'abord, contre la minorité ensuite.

Il faut le dire : pour certains camarades de la direction qui mènent la lutte contre nous, les intérêts du Parti et des Jeunesses comptent peu. Ce qui compte pour eux, c'est de se débarrasser du « trotskysme » et même de toute minorité révolutionnaire.

En 1935, Marceau Pivert condamnait une attitude semblable et il dénonça, bien qu'il ne fut pas trotskyste, « l'antitrotskysme » comme « réactionnaire ».

Aujourd'hui, devant les dangers de la situation (guerre, répression, recul), certains qui hésitent devant la construction d'un véritable parti révolutionnaire et veulent chercher des boucs émissaires aux difficultés de l'heure, se lancent dans « l'antitrotskysme ».

La minorité qui va de Madeleine Hérard à Rous, en passant par Weitz et Guérin, est composée de camarades n'ayant pas voté le rapport du Secrétariat politique. Si certains de ses membres se réclament des idées de Léon Trotsky, un certain nombre d'autres ne sont point « trotskystes ». Mais ils sont tous d'accord pour déclarer qu'ils n'acceptent pas qu'au nom de l'antitrotskysme on cherche à détruire les Jeunesses et le Parti. Ils demandent à chaque militant quelle que soit sa tendance, de prendre connaissance des faits ci-dessous, et de faire par sa protestation dans le cadre de la discipline du Parti, le barrage nécessaire à une opération de division.

Pour que la J.S.O.P. continue !

Pour la réintégration des jeunes dirigeants J.S.O.P. dans tous les droits !

Pour la construction du Parti et son unité dans la démocratie ouvrière et l'action disciplinée.

L'attitude de la minorité à la C.A.P.

DECLARATION DE LA MINORITE

(Les deux membres de la minorité présents à la dernière réunion de la C.A.P., Weitz et Carton, ont été amenés à prendre énergiquement position contre l'utilisation que la direction du Parti a décidé de faire de la résolution votée par le Congrès sur le cas Molinier. Les conséquences de cette décision étant maintenant connues, de nouveaux incidents s'étant produits à la réunion d'information du lundi 6, la minorité tient à préciser dans les quelques points ci-dessous son attitude et sa position présente.)

1° Nous affirmons notre accord avec la décision prise par le Congrès National après rapport de la Commission d'enquête sur le cas Molinier. Il s'agit pour nous uniquement d'un cas personnel et non politique. A ce propos, nous faisons remarquer

que nous sommes à peu près les seuls qui, dans le Parti, considérons réellement cette affaire comme telle : d'une part, certains amis de Molinier se placent sur le plan politique pour étayer leur protestation ; d'autre part, certains camarades de la majorité de la C.A.P. utilisent la décision du Congrès pour condamner ce qu'ils appellent la politique des « sectes mortes » (?). Pour nous, cette décision est entièrement justifiée, mais elle ne peut régler que le cas d'un individu dont l'activité, dans le passé, a pesé lourdement sur l'avant-garde révolutionnaire.

2° Nous protestons contre l'interprétation tendancieuse de cette décision que certains voudraient employer contre l'ensemble des camarades dits « trotskystes » ou même de la minorité toute entière. Cette interprétation est contraire au sens

que le rapporteur de la Commission d'enquête, le camarade Spinetta a donné à ses propres conclusions.

3° En ce qui concerne la question des J.S.O.P., nous voyons une confirmation de nos craintes dans la précipitation avec laquelle la majorité de la C.A.P. s'est décidée à trancher le cas de la direction fédérale des J.S.O.P., par une demande d'exclusion qui, dans les 24 heures, fut sanctionnée par la Commission des Conflits affirmativement.

Nous constatons que la direction du Parti n'a pas manifesté tant d'impatience devant les lenteurs de la Commission d'enquête qui devait régler le cas Molinier. Si elle s'était montrée plus vigilante dans cette affaire, bien des équivoques auraient pu être dissipées.

4° Nous appelons l'attention de tous les militants du Parti sur les constatations suivantes :

a) un problème politique est posé par un certain nombre de délégués au Congrès du Parti : celui de la transformation ou de la dissolution des J.S.O.P. ;

b) Le Congrès résoud ce problème par le vote de la motion présentée par le Secrétariat National des J.S.O.P. : préparation, dans des conditions de démocratie prolétarienne, d'un Congrès national des J.S.O.P.

c) En utilisant une décision prise sur un cas personnel, on a voulu régler un problème politique en décapitant l'organisation principale des J.S.O.P., celle de la Région Parisienne.

Devant cette attitude, la minorité de la C.A.P. a soutenu la proposition présentée par le camarade Spinetta :

« Tout en ne méconnaissant pas la légèreté avec laquelle les camarades dirigeants des J.S.O.P. ont agi, nous considérons qu'avant de prendre des

sanctions qui auraient pour conséquence de détruire l'organisation de la jeunesse du Parti, il est du devoir du Bureau du Parti d'adresser un avertissement en portant officiellement à la connaissance des principaux intéressés — les anciens militants de la J.C.I. — la résolution du Congrès, et en demandant à ceux-ci de prendre leurs responsabilités. »

5° C'est pourquoi, aujourd'hui, la minorité :

a) proteste contre la procédure expéditive employée pour exclure six camarades ;

b) proteste contre la tentative faite pour créer dans l'esprit des militants une confusion regrettable en mêlant la question Molinier, le problème des Jeunesses, et l'attitude politique de la minorité ;

c) décide de soutenir toute action, dans le cadre des règles statutaires du Parti, pour la réintégration dans tous leurs droits des exclus.

d) demande aux exclus, dans l'intérêt du Parti et des J.S.O.P. et en vue de faciliter leur réintégration de n'entreprendre aucune action qui serait de nature à déclencher un mouvement de solidarité politique en vue de créer une organisation indépendante et qui n'aurait pour conséquence que de faciliter l'exclusion de nouveaux camarades. Dans le cas contraire, la minorité, soucieuse de construire le Parti et les Jeunesses en dépit de tous les obstacles, et conformément à sa position face au cas non politique Molinier, se verrait dans l'obligation de désapprouver de telles actions ;

e) affirme à nouveau sa volonté de sauvegarder l'unité du Parti en n'acceptant pas que tous les problèmes qui se posent en son sein soient résolus par les méthodes « antitrotskystes » qui n'ont pour résultat que de décourager les meilleurs militants du P.S.O.P.

Déclaration de quelques camarades de la minorité sur le cas Molinier et son utilisation

Au Congrès, lorsque le cas Molinier s'est posé, le camarade Rous étant retenu à la Commission des résolutions, a demandé au camarade Meurice, délégué du Nord, de lire en son nom, et au nom de quelques amis, la déclaration ci-après :

« L'exclusion de Molinier est tout à fait justifiée en tant que cas personnel. Il s'agit du cas d'une personne dont les méthodes de pression financière et les pratiques en général se sont révélées à la suite d'une expérience longue et patiente, incompatibles avec la discipline d'une organisation ouvrière. C'est à ce titre que Molinier fut exclu de la IV^e Internationale comme indigne d'une organisation prolétarienne. Cependant, il ne faudrait pas retourner un cas personnel dans son essence, et qui a été douloureux pour l'avant-garde en particulier pour le « trotskysme », en un instrument contre telle ou telle tendance et contre le soi-disant « trotskysme » en particulier.

« Sous prétexte qu'au cas Molinier se trouvent, à cause de l'expérience passée et présente, mêlés certains problèmes politiques, il ne faudrait pas, par exemple, utiliser le cas Molinier contre les J.S.O.P. C'est en ce sens que l'utilisation politique possible de la dernière partie de la résolution d'exclusion appelle des réserves tout à fait nettes : Ces réserves ne concernent pas le cas Molinier. Elles concernent la politique : Il ne faut pas faire de ce cas de discipline, un instrument de lutte de tendance. »

Le camarade Spinetta, qui était rapporteur, d'après les camarades alors présents au Congrès, et d'après ce qu'il a dit lui-même, admit le vote dans l'esprit défini ci-dessus. Le Congrès a donc repoussé toute manœuvre politique, contre les J.S.O.P.

A propos de la « motion préalable »

LETTRE A MARCEAU PIVERT

Le 5 juin 1939.

Camarade Marceau Pivert,
Secrétaire du P.S.O.P.

Mon cher Marceau,

Au nom de la minorité, nous venons te faire part de la surprise avec laquelle nous avons lu dans le dernier numéro de « Juin 36 » « la motion préalable sur l'activité trotskyste » sans d'ailleurs que le compte rendu précise si cette motion a été votée ou non, et, dans la première hypothèse, par quel nombre de voix.

Nous affirmons, pour notre part, que cette motion n'a jamais été votée par le Congrès. Une motion préalable a bien été présentée au début du Congrès par un délégué de Normandie, mais cette motion a été renvoyée à la Commission des réso-

lutions et il nous semble, d'ailleurs, que le texte en était quelque peu différent de celui inséré dans « Juin 36 ».

D'ailleurs, nous voyons la preuve que la motion n'a pas été mise aux voix dans le fait, entre autre, qu'aucun délégué n'a été amené à prendre la parole contre ce texte si important. D'ailleurs, tu t'es, toi-même, prononcé contre la proposition de Lefevre dans ton intervention à propos du rapport politique et la « motion préalable » n'est autre que la reproduction de l'article de Lefevre.

Nous demandons, en conséquence, qu'une rectification paraisse dans le prochain « Juin 36 » précisant que cette motion n'a pas été votée par le Congrès.

Bien fraternellement,

Les délégués minoritaires à la C.A.P. :

Signé : Guérin, Carton, Weitz, Godelle.

Le rapport de la commission d'enquête OU une pelure de « citron pressé »

De la « cordialité » à la violence physique

Il est regrettable que nous n'ayons pas la place de reproduire l'ensemble du texte de la commission d'enquête. Nous laisserons le soin de le lire aux lecteurs et suivrons, pas à pas, l'exposé de la Commission d'enquête.

Il y a lieu de constater que la première entrevue officieuse (ce fut la seule) de tous les membres de la commission d'enquête avec Molinier et Frank fut une entrevue très cordiale, que l'hostilité se révéla peu à peu et dans la mesure où se développa l'offensive antitrotskyste dans la parti.

**

La commission devint le tremplin de cette offensive ainsi qu'on le démontre par ailleurs. Molinier et Frank n'ont plus été convoqués, n'ont eu connaissance d'aucun rapport, n'ont eu aucun droit de connaître l'accusation ni de citer des

témoins. Lorsque, à la veille du congrès, ils se présentèrent rue Rochecouart pour connaître le rapport que mentionnait « Juin 36 », c'est en les menaçant de coups qu'on les fit sortir.

Nous avons vécu bien d'autres violences dans la lutte de classes, dans les luttes de tendance au sein du P.S. et du P.C., elle était employée par ceux qui ne veulent pas l'appliquer contre la bourgeoisie; nous ne sommes pas contre la violence, mais contre son utilisation au service de la lutte de tendance.

C'est pourquoi nous nous sommes montrés si patients pendant cette dernière période, malgré les plus grossières provocations. Sur le plan de la lutte politique de tendance, les poings peuvent uniquement provoquer des incidents qui troublent la vue des problèmes politiques.

Victor Hugo cité par Spinetta

A qui voulait l'entendre, Spinetta confiait au congrès que, si Molinier faisait preuve d'une contrition de Jean Valjean, il accepterait volontiers, lui Spinetta, d'avoir la mansuétude de l'évêque. Puisque Spinetta, qui ne servit, dans cette affaire que d'instrument, emprunte à Hugo, qu'il nous permette de lui dire que le rapport qu'il a signé

a la forme et le style de ceux des Ténardier.

Commençons par la conclusion du rapport, puisque c'est pour elle que le reste a été bâti :

En conséquence :

La commission d'enquête propose au congrès du P.S.O.P. :

1° De ne pas admettre dans le P.S.O.P., Raymond Molinier;

2° De décider qu'il y a, pour tous les membres du P.S.O.P. et pour tous ceux qui y demandent leur adhésion incompatibilité entre l'appartenance au P.S.O.P. et toute collaboration ou intelligence directe ou indirecte, politique, culturelle ou financière, à titre individuel ou collectif, sous quelque prétexte que

ce soit, avec Raymond Molinier, et tout ce qu'il peut entreprendre, soit seul, soit comme associé, soit par personne interposée, d'une manœuvre ouverte ou secrète.

Le second paragraphe montre clairement qu'il ne s'agit pas de moralité prolétarienne où nous n'avons pas de leçons à recevoir de biens des dirigeants du P.S.O.P., mais d'un piège politique.

Premier faux

La commission déclare (page 21) :

« Aucune commission de contrôle n'a réfuté les rumeurs, les calomnies ou insinuations dont il a été l'objet et, bien au contraire, celle de 1933 l'a mis en demeure de cesser son activité professionnelle ou de quitter le parti.

Or, la même commission de 1933 dont il est fait mention, déclarait :

Si pour le moment la Ligue Communiste Internationaliste ne propose au Plenum aucune sanction d'exclusion contre les calomnieurs, qu'elle se borne à blâmer les divers camara-

des et particulièrement le camarade Vi, membre responsable du plénum, elle décide néanmoins de réclamer du plénum des décisions énergiques allant jusqu'à l'exclusion contre ceux qui reprennent à nouveau les mêmes calomnies.

5° Depuis que ces accusations ont été colportées, il ne reste aucun doute qu'elles le furent dans le but de désagréger l'organisation et qu'elles furent employées par des éléments qui dans le processus de la lutte se sont révélés étrangers à l'organisation opportuniste de gauche, ou bien pour masquer leur désaccord politique avec elle.

Un mensonge

la Commission écrit :

Molinier a employé ses ressources non à venir en aide à son organisation, mais à acquérir une influence personnelle. Il n'a respecté aucune décision, il a renié ses engagements et, en définitive on a estimé que ses méthodes et ses procédés étaient inadmissibles et qu'il

était indigne d'appartenir à une organisation prolétarienne.

Molinier n'avait et n'a aucune ressource. Mais quand les divergences politiques sont venues (ce sont bien des divergences politiques, mais la commission déclare elle-même qu'elle ne veut pas en tenir compte) on lui reproche la tâche dont il s'occupait pour amener des fonds à l'organisation.

Un truc effarant

La Commission a trouvé son argument capital : Molinier a été acquitté par le Tribunal militaire et réformé de tout service militaire sur le vu d'un certificat de folie délivré après sa désertion de 1929.

Il n'y a jamais eu de certificat de folie. Molinier pas plus que la commission n'ont jamais eu connaissance d'un pareil certificat; la commission d'enquête, par cette affirmation, démontre le caractère misérable de cette accusation.

A quoi sert ce truc

La Commission disserte :

Ou bien Molinier serait effectivement fou, ou bien le certificat de folie lui aurait été délivré par complaisance ou par erreur, sa possession étant susceptible de lui assurer l'impunité auprès des Tribunaux pour quelque affaire que ce soit et de lui faciliter une action de provocation incessante au sein des organisations prolétariennes.

Le certificat inexistant servirait à Molinier pour échapper à la répression; or, depuis plusieurs mois, Molinier a subi un grand nombre de con-

damnations qui le contraignent, à l'heure présente d'être dans l'illégalité.

Pendant toute cette période, la commission d'enquête en a été avertie. « Juin 36 » également. Cachant les condamnations existantes, le rapporteur mentionne un certificat inexistant de folie qui permettrait à Molinier de n'être jamais condamné!

Voilà, pris la main dans le sac, les tartuffes de la morale révolutionnaire, fabriquant une arme de guerre pour combattre les trotskystes.

Quelques perles du rapport Spinetta

Dans les pages 1 et 2, le rapporteur cite, d'une lettre de Gourget à Trotsky, la partie rappelant les accusations d'ennemis, mais cette lettre contenait l'appréciation de Gourget à l'époque, sur ces accusations. Cette appréciation détruisait décidément les accusations. Tous ces passages sont remplacés par des pointillés. Citons ce que les honnêtes gens de la Commission ont escamoté :

« Du tissu invraisemblable d'histoires qui courent sur son compte, trois constituent la trame :

« 1°) il aurait subtilisé l'avoir de la IV^e Jeunesse, il y a quelques années...

« Le premier point est inventé de toutes pièces. Ayant été membre et secrétaire des Jeunesses (4^e) à cette époque, je puis affirmer que la caisse n'a pas été volée, ni par lui, ni par personne.

« La deuxième histoire est tout aussi absurde. Là, il n'y a jamais eu d'accusations précises ; ceux qui accusent ou qui insinuent vous renvoient, lorsque nous les questionnons, à d'autres. Ces autres, en possession de renseignements problématiques, vous expédient à de non moins vagues personnages qui, etc... Et qui donc mieux que nous, qui connaissons Raymond depuis près d'une dizaine d'années, pourrait donner sur lui une plus sérieuse opinion et savoir s'il a des attaches suspectes ?

« Voici donc, brièvement indiqué, ce qu'on lui reproche. Tout cela est bien pénible. Vous pouvez penser ce que Raymond endure depuis des années.

« Certes, nous ne sommes pas sans savoir que son tempérament bouillant, sa franchise brutale, peuvent causer chez des camarades un effet désagréable, mais cela ne saurait justifier, en aucune façon, des accusations aussi dangereuses, aussi graves.

Le même procédé, d'ailleurs est utilisé pour la réponse de Trotsky à Gourget pour plusieurs autres documents.

Ainsi, page 3, la même méthode de pointillé est également utilisée en ce qui concerne les exclusions de Molinier du P. C. Mentionnant le fait, le rapporteur ne s'appesantit pas sur les raisons de cette exclusion. De l'ensemble du texte, il semble être établi pour qui ne connaît rien, que Molinier a été exclu pour des raisons personnelles ; or, le rapporteur était en possession de pièces établissant qu'il s'agissait de raisons politiques, que Molinier fut réintégré avec des termes favorables quant à sa qualité de militant, puis réexclu comme trotskyste.

Page 4, on semble se faufiler derrière l'autorité (?) de Rosmer, lequel n'avait plus confiance dans Molinier. Mais Trotsky, à la même époque, n'avait plus confiance en Rosmer. Il existe dans notre brochure sur la « Crise des bolcheviks-léninistes » (tome 2), des lettres de Trotsky fort éloquentes sur Rosmer et Naville à ce sujet.

Page 5. Le coup du certificat de folie est un coup de maître. Il suffit de lire la page 5 pour se rendre compte qu'il n'y a pas de certificat, mais seulement une polémique de Trotsky. Le rap-

porteur écrit pourtant :

« ... s'il est vraiment fou comme l'indique le certificat... »

C'est ainsi qu'on plaide un dossier au Palais de Justice.

Page 6. Le système d'insinuation est probant :

Au surplus, même dans le cas où R. Molinier ne serait qu'un homme aux nerfs sensibles, dont le caractère ne lui permettrait de supporter aucune discipline et qui troublerait par sa turbulence, suivant le mot de Trotsky, les milieux où il se trouve, il n'en demeure pas moins le fait indubitable que cet homme a, en sa possession, un certificat reconnaissant qu'il est fou, donc irresponsable.

Cet attribut d'irresponsabilité, dont il peut faire état à tout instant, cette assurance qu'il a d'impunité auprès des tribunaux bourgeois est susceptible de lui faciliter la démagogie et la provocation.

Tout se passe dans la pratique comme s'il était vraiment fou et irresponsable.

Il semble avéré que Molinier est assuré de l'impunité par les tribunaux bourgeois. Or, pendant tout le temps que fonctionna (?) la commission d'enquête, Molinier a subi des condamnations. La commission d'enquête était au courant. Elle feint de l'ignorer et « Juin 36 » s'est bien abstenu d'en entretenir ses lecteurs.

A la page 7, nous nous trouvons devant un faux vulgaire. La commission internationale de contrôle du 10 octobre 1933 a complètement lavé Molinier des accusations dont il était l'objet. Nous réitérons dans quels termes :

« Si pour le moment, la L. C. I. ne propose au Plenum aucune sanction d'exclusion contre les calomnieux, qu'elle se borne à blâmer les divers camarades et particulièrement le camarade Vi, membre responsable du bureau ; elle décide, néanmoins, de réclamer du plenum des décisions énergiques allant jusqu'à l'exclusion contre ceux qui reprennent à nouveau les mêmes calomnies.

« Depuis que ces accusations ont été colportées, il ne reste aucun doute qu'elles le furent dans le but de désagréger l'organisation et qu'elles furent employées par des éléments qui dans le processus de la lutte se sont révélés étrangers à l'organisation oppositionnelle de gauche, ou bien pour masquer leur désaccord politique avec elle.

Or, le rapporteur ne cite que la première partie du rapport de la commission internationale, et il déclare, page 8 :

« Aux termes de la résolution de la Commission de contrôle international, il résulte, d'une part, très explicitement, qu'il y a incompatibilité entre l'activité de Molinier dans ses affaires commerciales et son appartenance à une organisation révolutionnaire... »

Le rapporteur a pensé, cependant, à certains de ses camarades qui font du commerce, de la haute banque, voire d'autres choses sur

lesquelles nous reviendrons, on leur destine trois lignes :

« Il est de toute évidence que si cette activité commerciale avait été saine, personne n'aurait songé à dire qu'elle était incompatible avec l'appartenance à l'organisation. »

Pour être membre du P.S.O.P., faites de bonnes affaires et ne sacrifiez rien pour votre parti...

Toutes ces citations se suffisent à elles-mêmes. Le système de faux continue tout au long de ce rapport. La formation de « La Commune », la crise du groupe bolchevik-léniniste en France, tout cela n'est envisagé que sous un angle personnel et les problèmes politiques sont masqués, quoiqu'à l'époque, ni le groupe bolchevik-léniniste, ni Trotsky n'invoquèrent de raisons personnelles; elles ne furent soulevées que plus tard, car on n'avait pas réussi à détruire les militants groupés avec Molinier sur le plan politique.

Arrêtons-nous à la page 15 où s'affrontent deux conceptions. Une minorité révolutionnaire, dans la période où nous nous trouvons, peut-elle limiter ses revenus aux seules cotisations de ses membres, ou doit-on organiser sérieusement des re-

venus pour assurer la continuité du travail et son enchaînement?

Chacun connaît notre conception : il faut exiger le maximum de sacrifices de chacun des membres (ce que le P.S.O.P. devrait faire) et en plus, s'occuper d'obtenir des revenus pour assurer la diffusion et l'édition de la presse, etc....

En réalité, toutes les minorités peu ou prou révolutionnaires comprennent cela. Nous n'avons aucune hâte à le prouver en ce qui concerne le P.O.U.M. ou même les velléités du P.O.I. ou du P.S.O.P. Nous n'avons nul besoin de faire grand bruit comme les « hommes libres » qui, à chaque page du rapport, réitèrent et que Molinier s'occupait « d'escroqueries » et d'être surpris que ces « dénonciations » ne sont pas relevées par la répression bourgeoise.

Il y eut d'autres affaires sans dénonciation; il y en a de connues, d'inconnues; il y a des condamnations, des acquittements; il y a eu d'autres commissions très discrètes...

Nous continuons notre lutte politique et ne perdons rien à attendre que certains cessent de laver leur linge sale en famille. Car il y a du linge sale, tandis que le bruit fait contre nous vise notre conception qui est celle des bolcheviks; le rapport couronne tout cela par un amalgame qu'

Comptes rendus d'audience et rapport de police, à rapprocher du rapport de certaine Commission d'enquête.

Huit ans de prison à deux révolutionnaires pour provocation de militaires à la désobéissance

Hier après-midi, la 10^e Chambre correctionnelle a eu à s'occuper de deux curieux individus.

L'un, le sieur Louis Molinier, dit Jean de Margny, dit Jeanmont et s'intitulant « général du Parti Communiste Léniniste pour la destruction de la 4^e Internationale (Ouf !).

Le second est un nommé Frank, ingénieur-chimiste d'origine hollandaise, chômeur en France, et que les renseignements indiquent comme « violent, vindicatif, sournois et de conduite déplorable ». L'aristocratie de la révolte, en un mot.

Chacun d'eux, poursuivi à la suite d'une série d'articles publiés dans une feuille confidentielle, ont été condamnés par défaut pour « provocation de militaires à la désobéissance », à la peine de huit fois un an et un jour de prison.

AU PALAIS

Deux agitateurs extrémistes sévèrement condamnés

Devant la douzième chambre correctionnelle devait comparaître, hier, un certain Louis Molinier, dit Jean de Brémont, et Pierre Frank, dit Jean de Brémont, secrétaire général et membre du comité du parti communiste international pour la destruction de la 4^e Internationale. Ils s'agissait d'une série d'articles publiés dans la « Commune », une feuille intitulée « L'Internationale », qui étaient poursuivis pour provocation de militaires à la désobéissance. Les deux hommes ont fait défaut et le tribunal a infligé à chacun d'eux huit ans de prison à un an et un jour de prison.

"le Journal"
8/6/39

"le Petit Journal"
8/6/39

trouve sa conclusion à la page 18 :

« Aux termes de la déclaration du 25 juillet 1936, des amis de Molinier, il ressort très nettement qu'ils sont liés avec Molinier par une communauté de vue, d'ambitions, d'intérêts et de sentiments. Ils constituent une fraction, un clan, qui veut par tous les moyens financiers ou autres, normaux ou clandestins, asseoir comme une nouvelle classe dirigeante, sa domination sur les organisations prolétariennes, non en vue de les servir, mais de les asservir et de les détruire. »

Car c'est cela le but du rapport : « Exclure tout ceux dont il est question dans la déclaration du 25 juillet : Carle, Chéron, Desnots, Frank, etc..., et de ce fait on aboutit normalement à la conclusion que nous avons déjà citée.

En ce qui nous concerne, notre position est sans équivoque. De moralité révolutionnaire, il

ne saurait en être question dans ce rapport. Nous avons démontré plusieurs mensonges flagrants, plusieurs omissions volontaires, plusieurs faux.

L'honnête commission a oublié, puisqu'il ne s'agissait pas de moralité prolétarienne, les accusations sur Frank et sur Trocello.

L'honnête Commission, ayant entendu le camarade Desnots, lui déclara qu'elle n'avait que faire de ses déclarations, parce que postérieures aux faits qui l'intéressaient, mais dans son rapport elle interprète des textes signés Desnots pour salir tous les bolcheviks.

Un dernier mot pour Trotsky et les siens. De cette direction de « citrons pressés » du P.S.O.P. vous avez enfin obtenu quelque chose : une peulure pour nous faire trébucher... et vous entraîner dans votre chute. Il serait peut être temps de trouver une politique pour construire la IV^e Internationale.

Un congrès antitrotskyiste

Les statuts

SUR les 160 délégués au Congrès, la majorité écrasante est composée d'intellectuels, pacifistes, petit-bourgeois ; tandis que la droite du Parti de la franc-maçonnerie sont largement représentées, tandis que le centrisme de gauche, Weitz-Guérin a sa part de délégations, les minorités prolétariennes sont exclues, sabotées et calomniées.

C'est ainsi que s'est traduite la « démocratie » du P.S.O.P. dans son premier Congrès — destiné à dresser les perspectives de lutte du Parti. — La seule et véritable perspective de lutte a été

— depuis la révision des statuts jusqu'à la question des J.S.O.P. — celle de la lutte contre le « trotskysme ».

Sur la révision des statuts, la motion Spinetta proposant les trois mois de présence au P.S.O.P. — motion à laquelle se rallient Rous et Privas, est repoussée, malgré l'opinion de Pivert qui considère qu'il y a à gagner à « laisser parler la minorité ». La motion Rul pour les 18 mois de présence au P.S.O.P. est adoptée, retirant automatiquement tout droit d'expression à ceux qui n'ont pas été les suiveurs de Blum.

Les incompatibilités

Sur ce point, les opinions sont partagées mais d'une façon insuffisamment claire. Tandis que les partisans de l'appartenance à la franc-maçonnerie, Ligue des Droits de l'Homme, etc., sont nombreux et décidés, l'opposition se trouve sur une position d'équilibre.

Le délégué du Maroc intervient assez violemment contre l'appartenance à la franc-maçonnerie. Il cite l'exemple des colons, policiers, etc... (tous francs-maçons) qui, aux colonies, exploitent et briment les indigènes. Il dit qu'après Royan, il croyait avoir trouvé la voie révolutionnaire dans le P.S.O.P. mais qu'il est désillusionné. Le président l'interrompt sous prétexte de limiter les interventions et la discussion dégénère sur des accusations personnelles, lancées contre le délégué du Maroc, accusations que celui-ci qualifiera plus tard de « prototype de l'amalgame stalinien ».

Rous regrette que la lutte contre la franc-maçonnerie ait déclenché une campagne anti-trotskyiste. Il pense qu'il faut sauver les camarades du P.S.O.P. des institutions bourgeoises, et qu'il est

utile de travailler dans celles-ci, mais en ayant un jugement politique.

La minorité de la Côte-d'Or estime qu'il est difficile de se prononcer sur la franc-maçonnerie, et trouve que la Fédération se passionne plus pour la question de la franc-maçonnerie que pour celles du fascisme et de la guerre.

Pourtant ces trois questions sont intimement liées. Comment envisager une lutte révolutionnaire, contre la guerre et le fascisme, si les partis d'avant-garde sont maniés par la franc-maçonnerie ?

Weitz signale qu'un grand nombre de camarades du Parti sont animés d'une idéologie petite-bourgeoise et non marxiste, et qu'il est impossible de construire un parti révolutionnaire dans ces conditions. Il exige que les militants qui sont francs-maçons se fassent connaître.

Rul menace alors de choisir la franc-maçonnerie si on vote l'incompatibilité, ce qui provoque quelques minutes de brouhaha.

Le délégué des Pyrénées-Orientales s'élève avec

réserve contre l'appartenance à la franc-maçonnerie et considère les trotskystes comme des révolutionnaires, tandis que le délégué d'Oran demande la surveillance de l'activité de tous les militants du Parti, et l'exclusion de ceux qui ne s'assimilent pas à la politique du P.S.O.P.

On essaie ensuite d'éliminer Privas (majorité J.S.O.P.) en tant que délégué consultatif. Weitz proteste contre cette décision et Chapelain (minorité) demande que la minorité soit représentée au Congrès.

S. Nicolitch pense qu'il faut préciser l'orientation politique. Se référant à l'intervention de Maurin (Maroc), elle déclare que si les indigènes sont exploités, la franc-maçonnerie n'est pas responsable. Pivert déclare que si la franc-maçonnerie lui défend d'adhérer au P.S.O.P. il quittera la franc-maçonnerie (Il ne dit pas ce qu'il ferait en cas contraire).

Dans son rapport publié dans les « Cahiers Rouges », S. Nicolitch signale que la franc-maçonnerie, en Italie, etc., a été antifasciste. Il est utile de donner quelques précisions écrites par A. Rossi (Leroux, du « Populaire ») que personne ne peut suspecter d'être « trotskyste ». Dans son livre « La naissance du fascisme ». L'Italie, de 1918 à 1922 au chapitre « La marche sur Rome », pages 214-215, A. Rossi écrit :

« A Milan, un groupe d'industriels francs-maçons est étroitement lié à Mussolini ; parmi eux il y a Cesare Goldmann, qui a été candidat en novembre 1919 sur la liste présentée par Mussolini, et M. Ceresola, qui apportera à

De Bono une forte subvention de la franc-maçonnerie pour la marche sur Rome. Le général Capello (intermédiaire entre Mussolini et Nitti) est en même temps fasciste et 33^e du Grand-Orient.

Le 9 octobre (1922), le Grand Maître Domizio Torrigiani envoie à toutes les loges maçonniques une circulaire conçue en ces termes : « Lorsque commença la terrible crise de l'après-guerre, nous avons décidé que notre Ordre « devait s'employer par tous les moyens à la « défense de l'Etat, et il ne nous est pas désolé « gréable de dire aujourd'hui que des noyaux « de nos Frères jouissant d'une grande auto-« rité ont contribué à la naissance et au déve-« lopement du mouvement fasciste ». La franc-maçonnerie a collaboré à l'œuvre de pacification nationale tout en se rendant compte du rôle bienfaisant du fascisme. »

Ceci est largement suffisant pour montrer le rôle de la franc-maçonnerie dans la défense du régime capitaliste, employant les méthodes démocratiques bourgeoises ou fascistes. Ceci suffit tout aussi amplement à démolir la « théorie émise sur les « francs-maçons révolutionnaires ».

Guérin, dans son intervention, essaye de concilier son opinion sur la franc-maçonnerie au nom de l'unité du Parti. Il déclare qu'il y a incompatibilité idéologique ; il a confiance en Pivert mais regrette qu'il soit franc-maçon !

La motion Spinetta-Nicolitch est votée finalement par 112 votants contre 76 (motion Guérin).

Rapport politique

Pivert déclare qu'il a décidé lui-même de se faire remplacer en tant que Secrétaire du Parti. Il dit notamment : « Nous sommes sur le terrain défendu en 36, et en pleine conclusion de ce que nous annonçons. On nous a reproché notre attitude en septembre, nous avons fait des choses spécifiquement révolutionnaires ; nous ne pouvions pas tout faire, nos moyens matériels étant minimes. Sur le problème de la guerre il n'y a qu'une solution : guerre impérialiste ou révolution socialiste.

Sur le problème du Parti, Pivert pense que la classe ouvrière a besoin d'un Parti qui ne soit ni bolchevik ni social-démocrate, mais socialiste révolutionnaire exprimant les possibilités de réalisations de la classe ouvrière : « Le bolchevisme est étroitement lié à la classe ouvrière mais non identifié à elle ; le parti n'est pas l'unique facteur de la révolution. »

Pivert ajoute qu'il faut protéger le Parti contre toute tentative de division, mais utiliser les tendances pour essayer de progresser.

Guérin note « l'erreur » de la participation à la présidence du Conseil, fait allusion à la lettre de Collinet de Barcelone adjurant Pivert de quitter ce poste. Il pense qu'il faut tirer des leçons de l'expérience espagnole, notamment sur les problèmes de l'Etat et de la conquête du pouvoir, en

même temps qu'il faut analyser quelles ont été les erreurs du P.O.U.M. sur ces problèmes. Il considère que le P.S.O.P. fuit ces discussions qualifiées de luttes de tendances et fait allusion à sa lettre à Trotsky, considérant pouvoir travailler en commun à la construction du Parti révolutionnaire. Il est contre la conception artificielle de la construction de la IV^e mais reproche à Lefevre de rallier les positions de la bourgeoisie qui calomnie les B.-L.

Rous dit que le parti qui doit se constituer doit être un parti de cadres ayant un programme précis et ferme.

A ce moment Jaquier lit une convocation de réunion commune entre les groupes « la Vérité » et « la Voix de Lénine », indiquant que les « trotskystes » font un travail fractionnel dans le Parti tendant à la désagrégation de celui-ci !

Privas déclare faux de séparer les problèmes de guerre, fascisme et Internationale. « Parler de lutte contre la guerre et le fascisme sans se préparer au défaitisme révolutionnaire, sans organiser la lutte pour la conquête du pouvoir, le renversement de la bourgeoisie, sans construire le parti et l'Internationale capable de diriger ces luttes, équivaut à des phrases creuses... »

Question de la guerre

Collinet, rapporteur, crée une grande confusion sur la question du défaitisme. Il cite quelques textes de Lénine afin d'essayer de défendre sa thèse, — de défense de la démocratie contre le fascisme, — qui mène à l'union sacrée en temps de guerre. Il indique que la défaite en pays démocratique ne conduit pas à la victoire de la révolution, si l'on tient compte de la nature du fascisme. La thèse de Collinet est la thèse classique du social-patriotisme habilement présentée. Le défaitisme révolutionnaire y est représenté comme quelque chose de détaché de tous les problèmes de la lutte contre la guerre, de la stratégie marxiste et de la perspective du Parti sur la question de la lutte pour le pouvoir.

Modiano est pacifiste parce qu'il considère que la guerre peut être évitée. Il est contre le défaitisme, parce que celui-ci « admet préventivement la guerre »... Modiano se déclare contre Collinet à cause de la confusion des thèses exposées, s'oppose à « l'escroquerie de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » et termine en disant qu'il est contre la guerre mais aussi contre la soi-disant dictature du prolétariat — applaudi par la majorité du Congrès.

Rous critique justement le pacifisme mais fait une confusion lorsqu'il veut critiquer l'exposé de Collinet, en particulier sur la thèse : La guerre et la IV^e Internationale. Il défend la motion Rous-Weitz-Guérin avec les amendements de Marc Laurent.

Quelques interventions de délégués pacifistes qui

Le cas Molinier

Après le rapport de Spinetta et l'édition d'un « bulletin spécial » sur ce cas, la parole est donnée à Breuillard qui demande de laisser 10 minutes à l'accusé pour s'expliquer. Meurisse (ex-P.O.I.) pense qu'il s'agit d'un cas personnel qui ne doit pas être utilisé contre les J.S.O.P. Privas démontre qu'il ne s'agit pas d'un cas personnel et lit une lettre adressée par Pivert à Molinier, louant celui-ci de son activité révolutionnaire dans

Question syndicale

Vaillant défend l'indépendance du syndicalisme, avec des arguments comparables aux positions de Jouhaux, Dumoulin, etc...

Carton insiste sur la nécessité de renforcer les groupes d'entreprise, dénonçant les dirigeants de la C.G.T. ; il est contre l'indépendance du syndicalisme, et propose d'allier la défense des reven-

Problèmes internationaux

Le rapporteur Weitz, après avoir analysé la formation du Bureau de Londres, du F.O.I. et du « Centre marxiste », condamne ce dernier, le jugeant tout aussi arbitraire que la proclamation de la IV^e. Il insiste sur la nécessité d'une action internationale, avec la perspective de la nouvelle Internationale. Il pense que sur la base de la défaite espagnole, la IV^e apporte des enseignements

estimant « que nous n'avons pas le temps de nous pencher sur les œuvres de Lénine » et que les masses ne comprennent pas la phrase tactique de défaitisme révolutionnaire » et que le P.S.O.P., s'il le veut, peut empêcher la guerre.

Weitz indique que le P.S.O.P., pris de panique en septembre dernier, a signé des textes contradictoires avec les positions du Parti. « Ne pas oublier l'instinct pacifiste et de conservation des masses. Continuer l'action contre la guerre sans demander de solutions pacifistes au régime capitaliste. Le parti doit se délimiter des illusions pacifistes conduisant à la catastrophe. Le Parti doit canaliser la lutte de classes. Actuellement la lutte contre la guerre est la lutte contre les 60 heures.

Le président, un ex-communiste, prononce pour la première fois dans tout le débat le mot fraternisation, applaudi en particulier par les jeunes.

Kressleir, considérant que l'U.R.S.S. est un pays totalitaire comparable à l'Italie et à l'Allemagne, termine la discussion sur la question de la guerre, en disant pacifiquement que c'est une perspective de suicide que de dire aux masses ce qu'il faut faire avant la guerre.

Le problème de la guerre, divisé en deux aspects, est voté de la façon suivante :

A) En temps de paix. Motion Roger, 15. Motion Modiano-Collinet-Hérard, 120. Motion Weitz-Rous-Guérin, 53 (4 abstentions).

B) Si la guerre éclatait néanmoins. Motion Modiano, 26. Motion Hérard, 45. Motion Collinet-Weitz, 59 (9 absentes).

le P.S. en tant que membre de la fraction B.-L. Pivert invité à répondre à ce sujet déclare que c'est ce qu'il pensait de Molinier à cette époque, mais qu'il considère l'entrée de celui-ci au P.S.O.P. comme nuisible au Parti. Sur le « cas Molinier », « Juin 36 » informe ses lecteurs que la non adhésion a été votée à l'unanimité moins trois votes, ce qui est faux, puisque de très nombreux délégués se sont abstenus ne connaissant pas les faits.

dications immédiates à la préparation de la conquête du pouvoir.

D'autres délégués interviennent mais sans apporter de changements à ces deux thèses.

La motion Vaillant obtient 122 mandats, motion Carton, 62. (8 abstentions).

sérieux et dit que le nouveau « Centre » créé par le P.O.U.M. ne diffère pas du F.O.I. mais est encore plus restreint que celui-ci. Il faut participer à la conférence de septembre prochain, à condition que toutes les minorités internationales, y compris les sections B.-L. y soient invitées.

La position de Weitz peut ainsi se résumer : n'adhérer ni au « Centre », ni à la IV^e mais

engager, à la conférence, la discussion sur le problème de la nouvelle internationale. Bien que considérant la IV^e artificielle, Chavannes (Rhône et Loire) pense qu'il serait utile de faire appel aux minorités « trotskystes ».

Guérin informe que le « Centre marxiste » a déjà nommé un C.E. et préparé une revue internationale, « Le Monde marxiste », dont le directeur serait Collinet. Il pense qu'on ne peut pas travailler à la construction d'une internationale dans ces conditions anti-démocratiques, créant une machine de guerre contre telle ou telle autre tendance.

Rous juge impossible de lutter contre la guerre sans construire une nouvelle Internationale. Il aborde le problème du défaitisme révolutionnaire et ne voit pas de désaccords sérieux entre ceux qui

ont construit la IV^e et ceux qui veulent la construire. Il maintient cependant que la IV^e existe, et qu'elle n'est pas plus négligeable que les partis constituant le « centre ». Se rallie intégralement à la motion Weitz.

Privas indique qu'il n'existe pas d'organisation révolutionnaire de la jeunesse internationale, et insiste sur la nécessité de la créer ; proposant une conférence avec la participation des jeunes B.-L.

Pivert juge impossible de construire une organisation internationale puisque des désaccords existent sur le problème de la guerre. Il pense qu'il faut élargir le centre de liaison contre la guerre.

L'adhésion du P.S.O.P. au centre marxiste est adoptée par 121 mandats (motion Pivert) contre 41 (motion Weitz) et 25 abstentions.

Question paysanne

Le camarade Desnots fait un rapport détaillé sur les tâches d'un parti révolutionnaire vis-à-vis du problème paysan. Diverses interventions apportent

des précisions sur les différentes branches existant dans ce domaine.

Question coloniale

Guérin, rapporteur, présente un bilan de l'activité du P.S.O.P. dans la question coloniale, qui, à part quelques généralités, se réduit à zéro, ce qui est propre à l'activité d'un parti centriste.

Maurin (Maroc) intervient, faisant une confusion entre les exploités impérialistes et les ouvriers

métropolitains, en déclarant que les indigènes ne connaissent ni syndicats, ni ouvriers français, mais seulement des exploités blancs. Il est pour l'autonomie des peuples coloniaux et demande que la lutte de ces derniers soit aidée. Le rapport sur la Commission coloniale est adopté par 116 mandats contre 34 et 33 abstentions.

Solidarité

S. Kahn fait, sur la solidarité, un rapport qui ne se distingue pas des principes de la philanthropie humanitaire petite-bourgeoise. Le délégué des Pyrénées-Orientales rend responsable la Commis-

sion de ne pas avoir fait le nécessaire, et d'avoir de ce fait abandonné les camarades des camps de concentration.

« Juin 36 »

Le rapport de Lancelle informe que le journal rencontre des difficultés, que 1.075 abonnements n'ont pas été renouvelés. Sur les 15.000 (?) adhérents au P.S.O.P., avant septembre, il n'en reste que 5.000 (?).

Guérin, pour remédier à la baisse de « Juin 36 »

propose la suppression de « la Jeune Garde », organe de la J.S.O.P., ce qui prouve une incompréhension totale de la question Jeunes.

Marcoux, pour des raisons d'économies en faveur de « Juin 36 », propose la suppression de « La Voie de Lénine ». Gros malin !

Rapport sur la J. S. O. P.

Weitz rapporte qu'on a tenté de transformer la J.S.O.P. en Jeunesses S.F.I.O., et que le C.C. de la J.S.O.P. n'a pas fonctionné. Il pense qu'une organisation des Jeunes est indispensable et doit être soutenue par le Parti. La publication de « la Jeune Garde » ne doit pas être une question financière, les jeunes ayant besoin de leur journal.

Breillard prend la défense de l'organisation des J.S.O.P. contre les menaces de dissolution.

Lissansky, en contradiction avec ses actes, défend la J.S.O.P. Chapelain (minorité J.S.O.P.) compare les « méthodes » B.-L. aux méthodes stalinienne, applaudi par la franc-maçonnerie. Il considère « la Jeune Garde » comme un champ de manœuvre des « trotskystes » et une source de con-

flits entre jeunes et adultes. Il demande la dissolution pure et simple des J.S.O.P. et l'exclusion des « trotskystes » ! Chochoy faisait mieux.

Privas (majorité J.S.O.P.), défend la J.S.O.P., la parution de « la Jeune Garde », montre que la J.S.O.P. a commencé à vivre quand les camarades venus de la J.C.I. sont entrés. Sans une organisation de jeunes, il est impossible de lutter contre la guerre. Il propose un Congrès des Jeunes et une Conférence Internationale de la Jeunesse, pour la constitution d'une Internationale révolutionnaire des Jeunes. Le Congrès céda sous la pression des jeunes ; la direction reprit l'offensive après le Congrès.

6 juin 1939.

Un nouveau centre antitrotskyiste

Le centrisme ne manque pas d'audace : après huit années de politique opportuniste et d'obstacle au regroupement révolutionnaire international avec le bureau de Londres, qui s'est terminé par une faillite, vient d'être proclamé, sur l'initiative du P.O.U.M., le « Centre marxiste révolutionnaire international », se substituant à l'association des partis frères du Bureau de Londres.

Pour les B.-L., la faillite du Bureau de Londres n'est pas une surprise, au contraire, elle confirme toute la critique « trotskyste » sur ce « cadavre à enterrer ».

Manquant d'une ligne politique de classe, claire, d'un programme sur les grands problèmes internationaux, le Bureau de Londres, constitué sur une fausse base, par une association de partis centristes et de débris du mouvement ouvrier, en opposition aux principes marxistes de l'internationalisme prolétarien, ne pouvait jouer aucun autre rôle, avant de s'effondrer en face des événements, des guerres impérialistes et de guerre civiles, se dessinant au sein de l'impérialisme en décomposition.

Derrière lui, le Bureau de Londres ne laisse que des décombres pour le prolétariat, et des illusions à ses dirigeants.

Il n'est pas exagéré de dire que les partis du Bureau de Londres comme le S.A.P. (allemand), le P.S.S. (italien) et les derniers venus, les brandlériens, ont rendu les plus grands services aux réformistes et aux stalinien en diverses occasions, à propos de la politique anti-fasciste et du front populaire. Le parti le plus conséquent a été le S.A.P. s'intégrant dans le front populaire. Dans les occasions les plus importantes, les partis de la II^e et III^e Internationales ont toujours fait appel aux partis de l'association de Londres.

En Espagne, le P.O.U.M. a participé au gouvernement catalan, avec Comorera, agent provocateur du Guépéou et du réformisme, après avoir signé le manifeste du front populaire en 1936.

Quels enseignements ont tiré de cette faillite les partis frères (?) qui se sont associés il y a huit ans dans le Bureau de Londres, avec la promesse de luttés pour la construction de la nouvelle Internationale ?

Les partis du Bureau de Londres, non seulement n'osent pas présenter le bilan de ces huit années de politique de banqueroute, mais, incapables d'apprendre, ils se constituent, comme si rien ne s'était passé, en nouvelle association, sous le nom pompeux de « Centre marxiste révolutionnaire international » qui a comme plate-forme l'anti-trotskyisme et l'anti-IV^e Internationale.

Le C.M.R.I. qui peut se nommer association anti-bolchevik, anti-IV^e Internationale, allant du P.O.U.M. aux débris du maximalisme, en passant par les patriotes de l'I.L.P., les brandlériens philo-Guépéou, et la fraction des francs-maçons du P.S.O.P. Pivert-Collinet, ne résistera ni à l'époque que nous vivons (le mois de septembre 38 en a été une preuve), ni à la critique marxiste.

L'anti-trotskyisme n'est pas suffisant comme programme, pas même pour les partis les plus inféodés à des francs-maçons, et autres débris contre-révolutionnaires. Si l'anti-trotskyisme peut constituer un « programme » pour les bonzes, les dirigeants des partis centristes, il ne peut l'être pour les prolétaires de ces partis.

Faire comprendre aux prolétaires le rôle réactionnaire du Bureau de Londres, pendant ces huit années, et qui veut continuer sous le nom nouveau de C.M.R.I., est une des tâches fondamentales des B.-L.

Après toute une série de manœuvres et contre-manœuvres, soit dans le Bureau de Londres, soit dans le F.O.I., menées par les dirigeants poumistes en commun accord avec Pivert, le jaune du 30 novembre Collinet et tous les autres sommets des partis frères, une solution centriste nègre-blanc a été trouvée.

Dans ces manœuvres de la constitution du C.M.R.I., on ne voit pas clairement quelles sont les positions du R.S.A.P. de Hollande ni de Vereeken. Dans le prochain numéro, nous donnerons une information.

A la suite des deux conférences du centrisme international qui se sont tenues ces dernières semaines, une orientation et des directives sont en cours... Dans une première réunion, les délégués et les bonzes de toutes les organisations et partis adhérant au F.O.I. étaient présents. C'est à cette occasion que se sont réunis les partis adhérant à l'Association de Londres.

D'après ces partis, il paraît que furent examinés les divers problèmes, pour donner une base politique au fonctionnement du regroupement des partis qui adhéraient au Bureau de Londres.

« Un nouveau comité a été élu, ayant comme tâche de préparer une conférence internationale qui se tiendra vers la fin de l'année. Dans cette conférence, seront fixées d'une façon définitive les bases politiques du nouveau « Centre international » (« Avanti », n° 7, 28 mai 1939).

Malgré ces accords, un manifeste signé par un Comité exécutif du C.M.R.I., daté du 25 mai, a été publié.

Dans les sommets des partis « socialistes-démocratiques et indépendants », ce manifeste est considéré comme un « véritable coup d'Etat » opéré par une fraction poumiste...

Ce manifeste, signé par un Comité exécutif qui n'a pas attendu la conférence de la fin de l'année, pour fixer les bases politiques, annonce le programme et une politique à mettre en pratique...

« Le Centre Marxiste Révolutionnaire International compte dans son sein tous ou presque tous les Partis socialistes ou communistes indépendants, tous ceux qui, fidèles au marxisme, ont su rompre avec l'opportunisme social-démocrate, avec le stalinisme, avec le sectarisme trotskyste, c'est-à-dire avec la II^e et III^e et la IV^e Internationales ».

Après avoir précisé son programme anti-bolchevik, anti-IV^e Internationale, et son « démocratisme » contre le « sectarisme trotskyste », le manifeste du Comité central du C.M.R.I. dans un appel au P.S.O.P., c'est-à-dire à la majorité franc-maçonnique en opposition à la « minorité Guérin-Weitz », propose :

« Tous les partis du Centre vont procéder à une large discussion internationale autour des questions fondamentales ci-après : 1) les leçons de la révolution espagnole ; 2) la lutte contre l'impérialisme, le fascisme et la guerre ; 3) les caractères du fascisme ; 4) la question coloniale ; 5) l'U.R.S.S. ; 6) le problème du mouvement ouvrier ou soit la question de l'Internationale révolutionnaire ».

La décomposition du P. O. U. M. commence

DANS une série de documents publiés dans le troisième numéro du « bulletin intérieur », le Comité exécutif du P.O.U.M. « rectifie » quelques erreurs des premières publications des numéros 1 et 2.

Ces « rectifications » se réfèrent au problème de la junte Casado-Miaja-Besteiro-C.N.T. et sur l'interprétation de la politique du P.O.U.M. en Espagne.

Les « rectifications » consistent à admettre que le P.O.U.M. a pu commettre quelques erreurs (lesquelles ?) mais que « la ligne générale de sa politique est complètement juste ».

Les critiques provenant de la base du Parti, condamnant toute la politique de celui-ci, front populaire, participation au pouvoir, dissolution des Comités, etc., ne sont pas prises en considération par le C.E. Au contraire, car les premières exclusions ont été décrétées contre trois camarades accusés de « trotskysme ».

La fraction droite² Rovira-Arquer, d'origine petite-bourgeoise, venant du mouvement nationaliste catalan, habile dans les manœuvres, s'est emparée de l'appareil du Parti et a entrepris une lutte à fond pour défendre la politique du P.O.U.M. en Espagne, contre la critique des diverses fractions de gauche, et des éléments prolétaires sains.

A cet effet, une série de mesures ont été prises. La plus importante consiste à élire un nouveau Comité central, par référendum, plébiscitant la politique désastreuse de la direction du P.O.U.M. en Espagne.

Selon la majorité droite² du C.E. (Rovira), ce référendum doit être fait sans une discussion politique.

La « fraction » Andrade-Solano, — qui se dit d'opposition de gauche, — ne sachant quoi opposer par manque de positions de principe, se trouve à la remorque de Rovira, sur les positions du plus bas électoralisme apolitique, pour le nouveau Comité central.

D'autres fractions végètent dans l'espoir d'un compromis.

Mais la publication d'une « lettre circulaire » datée du 23 mai, envoyée au C.E. du P.O.U.M. par trois militants connus de la section de Madrid et d'Estremadoure, repoussant le referendum du nou-

veau C.C. sans une discussion politique, a produit l'effet d'une bombe.

La minorité Weitz-Guérin-Rous, du Congrès du P.S.O.P. a voté contre l'adhésion au C.M.R.I. et Guérin, dans une critique serrée, dénonçait la constitution artificielle et anti-démocratique du C.M.R.I. du fait qu'il s'était déjà constitué un Comité exécutif de cette organisation, avant d'en construire les bases.

D'après cette citation, on peut voir que le centre, — de même que le Bureau de Londres, — sur le problème de la constitution d'une nouvelle Internationale et d'un programme, se trouve éternellement en discussion, jusqu'à la prochaine banqueroute... A défaut d'une politique révolutionnaire à discuter, le manifeste fait appel au P.S.O.P. en terminant par : « Venez à nous, comme nous allons à vous », pour la lutte anti-trotskyste, ce qui est tout un programme...

veau C.C. sans une discussion politique, a produit l'effet d'une bombe.

La majorité des militants du P.O.U.M. de l'émigration et des camps de concentration qui se trouvaient en effervescence contre l'opportunisme politique du C.E. à cause des exclusions faites « par un système anti-démocratique digne seulement du stalinisme ou de la franc-maçonnerie démocratique-réformiste », — ont été réarmés par la « circulaire » et se trouvent sur une position d'opposition politique importante.

Il faut aussi tenir compte de la publication du bulletin « Nuevo Curso » (E.-L. pour la construction de la IV^e Internationale), qui constitue une arme puissante, contre l'opportunisme de l'anti-marxisme de la fraction Rovira, pour la clarification politique des problèmes de la révolution espagnole, trahie et étranglée.

Actuellement, le mécontentement, aussi bien dans les camps que dans l'émigration, des militants du P.O.U.M., contre le C.E., est énorme. C'est un véritable soulèvement contre le coup de main « plébiscitaire » que prépare la fraction Rovira-Arquer.

Dans un second document édité après la publication de la « circulaire », le courant Andrade-Solano, etc... « demande au C.E. l'ouverture d'une discussion politique avant l'élection d'un Comité central et la préparation du Congrès du Parti ».

D'autre part, un long document signé par Rebull, militant connu de Barcelone, venant de l'ex-Bloc (E.O.P.) déclare : non seulement « repousser l'élection du C.C. sans une discussion politique, mais ne pas reconnaître comme direction, l'actuel C.E., proposant la constitution des Comités de défense du Parti, pour la préparation du Congrès ».

D'autres informations nous apprennent la constitution d'une autre « fraction » centriste Gorkin-Gironella-Bonet, etc., en opposition et contre le coup de main préparé par Rovira-Arquer.

Il est certain que le prolétariat d'avant-garde a tout à gagner dans un accord entre ces forces en vue de préparer démocratiquement un Congrès.

Mais, pour cela, il ne faut se faire aucune illusion sur des éléments sans scrupules comme les Rovira, — habitués à manœuvrer dans les partis républicains petits-bourgeois et dans les loges maçonniques.

Les menaces d'exclusion des « trotskystes », non seulement demeurent la politique dominante du P.O.U.M., comme en Espagne en 1937, après sa participation au pouvoir, avec laquelle étaient d'accord toutes les fractions d'Andrade-Gorki, etc... ; mais aujourd'hui on parle d'exclusions, non seulement des « trotskystes », mais également de Andrade-Solano, et autres oppositionnels à la « camarilla » de Rovira.

Quelle solution trouvera le P.O.U.M. ? Il est certain qu'un parti comme le P.O.U.M. ne pourra

pas survivre à son effondrement en Espagne.

Le problème qui se pose est la façon dont s'opérera le regroupement des forces saines prolétariennes et d'avant-garde du P.O.U.M.

Nous considérons que « Nuevo Curso » a comme tâche d'indiquer la solution juste.

Se regrouper autour du programme pour la construction du nouveau parti et de la IV^e Internationale, constitue la seule solution pour les prolétaires d'avant-garde d'Espagne.

Chez les bolcheviks-léninistes

JUIN 36 » publie avec joie l'information d'une scission des B.-L. du Mexique.

En effet, dans un document que nous avons reçu des camarades du Mexique, nous apprenons la nouvelle division des forces B.-L. et de la IV^e Internationale, par une fausse méthode ultimatisante d'organisation du S.I.

Nous ne pouvons pas, comme « Juin 36 » qui sur toute la lutte internationale des B.-L. fait le silence, nous réjouir d'une scission. Pour nous, marxistes, le problème d'une scission ne nous fait ni rire ni pleurer. Le problème est de voir si, avec une scission, on peut regrouper ou défendre, dans une lutte de délimitation politique, l'avant-garde du prolétariat. Une scission pouvant regrouper une avant-garde, même petite, sur une armature bolchevik, est préférable à un grand parti socialo-franc-maçon. Dans le cas du Mexique, étant donné qu'il s'agit des forces B.-L., qui luttent pour un même programme et pour la IV^e Internationale, la scission n'est pas progressive en général...

Mais si cette scission peut contribuer à la formation des cadres, à la sélection des militants, et à combattre le faux système d'organisation qui s'est révélé incapable de regrouper l'avant-garde qui se couvre d'une autorité omnipotente, elle peut constituer un pas en arrière pour en faire deux en avant.

Le problème consiste à savoir de quelle façon vont s'orienter les camarades B.-L. du Mexique. S'ils s'orientent comme nous, et nous les aiderons pour cela de toutes nos forces, vers la construction de la IV^e Internationale, sur les positions pour lesquelles nous luttons, « Juin 36 » ne rira pas longtemps...

Nous comptons donner dans un prochain numéro de « la Vérité » des informations, des rapports et de la position du S.I. et de la IV^e Internationale, sur le Parti ouvrier et paysan qui s'est constitué au Mexique sous la direction de Diego Rivera.

Dans tous les cas, les partis ouvriers et paysans ont fait leur histoire et n'appartiennent pas à l'époque de la IV^e Internationale, aux révolutions prolétariennes.

En Amérique du Sud, la politique désastreuse du S.I. sur les problèmes d'organisation, a fait plus de mal qu'on ne pourrait le croire.

En Argentine, l'organisation B.-L. divisée en plusieurs groupes, cherche une issue.

Les obstacles, pour le regroupement des B.-L. dans une organisation unique, sont les mêmes qui

se rencontrent en France et dans les autres pays.

Aider les B.-L. d'Argentine à se regrouper sur une base saine démocratique-centraliste, pour la construction du parti et de la IV^e Internationale, est une tâche énorme qui incombe à « Nuevo Curso ». Un échange de documents a commencé.

En Angleterre, une scission a divisé les B.-L. en trois groupes. Le groupe qui serait le plus important à Londres, va prendre position pour la construction de la IV^e Internationale, en opposition au S.I. Si on tient compte de toute la crise des B.-L. et de la nécessité de leur regroupement, un bulletin d'informations internationales devient indispensable. Ce bulletin doit devenir un instrument pour la clarification politique des méthodes d'organisation contre l'ultimatisme bureaucratique du S.I., et pour faciliter le regroupement des B.-L., moyennant la constitution des Comités pour la IV^e Internationale, pour la préparation d'une discussion et d'un Congrès mondial de toutes les forces B.-L. pour la construction de la IV^e Internationale.

CETTE résolution de la fraction « Nuevo Curso » pour la construction de la IV^e Internationale, constitue une réponse à la proposition du groupe de la IV^e sur le problème de la « Construction d'un groupe unique indépendant ».

A la proposition d'une discussion commune, faite par le groupe B. L. « Nuevo Curso », le groupe de la IV^e a répondu oralement qu'il ne pouvait pas accepter, mais que cette proposition serait transmise au S. I. Malgré la position négative et contradictoire des camarades officiels de la IV^e Internationale, nous continuons à penser qu'une discussion commune nationale et internationale, ainsi qu'un travail commun sont plus que jamais indispensables pour les B. L. dans la lutte contre les adversaires du bolchevisme et de la IV^e Internationale.

RESOLUTION DE LA FRACTION DU P.O.U.M. POUR LA CONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE SUR LES PROPOSITIONS DU GROUPE ESPAGNOL DE LA IV^e INTERNATIONALE.

1^o La tentative de convertir les deux groupes B. L. en une fraction organique qui ne soit ni de la IV^e ni pour la IV^e, signifie un recul vers le centrisme. Peu importe de défendre des princi-

pes de programme justes si l'on n'impose pas comme solution positive une issue claire vers laquelle devront se canaliser les éléments radicalisés. Envisager comme issue un groupe organique titubant, neutre, qui ne sait pas encore vers quel côté se diriger, ne correspond pas au caractère de l'avant-garde. Les militants du P.O.U.M. et d'autres organisations qui s'orientent vers le « trotskysme » ont une tâche immédiate : leur travail fractionnel avec la perspective de la conférence internationale des partis « frères » dans laquelle le programme de la IV^e Internationale devra jouer un rôle important. Cependant, l'issue organique qui doit être leur perspective, de laquelle l'avant-garde ne peut et ne doit pas s'écarter, est la construction de la IV^e. « Oublier » ceci signifie abandonner dans le terrain centriste le courant qui peut rejoindre nos positions. Parler à l'intérieur du P.O.U.M. par exemple, de la tâche de construction de la IV^e pour signaler ensuite que cette construction est limitée à l'entrée dans la IV^e sans signaler les méthodes organiques sur lesquelles devra se baser cette organisation ; sans signaler les méthodes organiques existant dans la IV^e « déjà existante », signifie, oublier les expériences des diverses scissions qui se sont produites dans les sections de la IV^e, et dont il faut tenir compte pour en tirer des conséquences logiques. De la même façon que l'expérience d'Espagne, riche en enseignements, n'est pas un monopole exclusif du prolétariat espagnol, mais appartient au prolétariat international, l'expérience à tirer des diverses scissions survenues au sein de la IV^e n'est pas un problème français, ni mexicain, ni anglais, etc. Le prolétariat espagnol, en général, et ses éléments d'avant-garde, en particulier, ont comme tâche de tirer les enseignements de ces scissions.

2^o La fraction espagnole pour la construction de la IV^e décide de conserver sa propre physio-

nomie ainsi que son organe d'expression « Nuevo Curso », de la même façon que par le passé et dans lequel, en plus des problèmes « espagnols », elle traitera les problèmes du mouvement ouvrier du monde entier ; en accord avec son caractère internationaliste. La fraction espagnole pour la construction de la IV^e est disposée à éditer un bulletin commun avec la section de la IV^e, mais à condition que chacun des groupes conserve sa propre personnalité ; de même que ces deux mêmes groupes devront signer les manifestes, circulaires ou communiqués en général, qui seront nécessaires pour le travail quotidien. C'est dans ce sens, sur la base de l'indépendance organique, que la fraction espagnole pour la construction de la IV^e Internationale, propose le travail en commun à l'intérieur et à l'extérieur du P.O.U.M. conservant au surplus son caractère organique propre, son bulletin « Nuevo Curso » et la liberté de critique.

3^o La fraction espagnole pour la construction de la IV^e Internationale, insiste sur la nécessité de convoquer une réunion commune des B. L. des deux groupes français (ex P.C.I. et ex P.O.I. afin de discuter tout ce qui se réfère aux méthodes d'organisation et surtout pour préparer les possibilités de fusion sur l'échelle internationale, des divers groupes, sur des bases d'organisation justes. La fusion des B. L. représente le premier pas vers le regroupement de l'avant-garde internationale sans lequel le programme de la IV^e ne pourra être qu'un document historique. En plus d'un programme juste, il est nécessaire de forger l'instrument capable de mettre celui-ci en pratique, il est nécessaire de forger le parti international de la classe ouvrière. La fraction considère que le premier pas, la tâche immédiate, est le regroupement, la fusion des B. L.

La conférence pour cette fusion à l'échelle internationale est une nécessité urgente.

Note de la rédaction

CE numéro a un contenu uniquement consacré à la crise du P.S.O.P. Nos lecteurs en comprendront la nécessité et l'importance et nous aiderons à le diffuser. Netteté politique et toute sa vigueur et part, notre groupe conserve et toute sa En dépit des coups reçus de to combative.

Nous préparons un nouveau numéro — pour lequel nous avons déjà plusieurs articles — qui contiendra de nombreuses informations internationales.

Nous avons reçu des lettres de nos lecteurs, des souscriptions ; nous demandons à tous de faire plus. Il faut également nous adresser des informations sur la vie ouvrière et sur les organisations ouvrières.

**

Nous ferons des services de ce numéro à des camarades qui, nous le pensons, y trouveront un intérêt particulier. La rédaction se fera un devoir de répondre aux questions objectives qui pourront lui être adressées.

L'exclusion du Bureau Fédéral des J.S.O.P. de la Seine

LE 3 juin 1939, la Commission de Sentence des Conflits de la Région parisienne du P.S.O.P. prononçait l'exclusion de tous les membres du Bureau de la Fédération de la Seine des Jeunes Socialistes Ouvrières et Paysannes. Quels qu'en soient les prétextes formels, cette exclusion bureaucratique, qui a été décidée sans aucune consultation de la base et sans que tous les exclus aient été entendus par la Commission d'instruction des conflits, met en cause l'existence même de la J.S.O.P. toute entière.

En effet, cette exclusion marque de la part des dirigeants du P.S.O.P. la volonté de détruire leur organisation de jeunesse et repose, dans son ensemble, le problème de la création de la nouvelle organisation de la jeunesse révolutionnaire.

Cette brochure n'a pas seulement pour but la défense des exclus, mais elle doit aussi examiner à nouveau la question soulevée depuis plusieurs années : Comment et avec qui construire la nouvelle Jeunesse Communiste et la nouvelle Internationale des Jeunes ?

En juillet 1937, le Secrétariat de la Jeunesse Communiste Internationaliste écrivait :

« Le problème de la jeunesse révolutionnaire est un problème particulier à côté de tous les autres problèmes d'importance vitale pour l'existence du prolétariat exploité. Il faut laisser les jeunes essayer de le résoudre. Nous insistons sur ce point que, si une jeunesse ne peut vivre sans l'appui d'un parti qui a pour lui l'expérience d'une plus grande maturité politique, il n'en est pas moins vrai que l'existence d'une organisation de jeunes est une nécessité vitale et absolue pour l'avenir de l'avant-garde révolutionnaire. Nous insistons davantage encore sur ce point qu'une organisation de jeunes communistes doit être autonome, qu'elle doit déterminer elle-même sa propre politique et faire son expérience dans tous les domaines, quitte à se tromper parfois. C'est la seule éducation qui convienne à un jeune révolutionnaire et qui puisse en faire par la suite un militant actif et conscient. »

Ce texte, affirmant la nécessité de l'existence d'une organisation autonome de la jeunesse, ne fait que reprendre les nombreux textes de Liebknecht, qui le premier mit en relief l'importance de l'organisation des jeunes exploités, de Lénine et de l'Internationale Communiste.

Le programme de l'Internationale Communiste des Jeunes, adopté par le V^e Congrès de l'I.C.J. en 1929, affirmait justement qu'il n'y a pas de jeunesse en général, mais qu'il y a les jeunes de la classe dominante « éduqués pour le rôle de futurs exploités et vivant déjà maintenant des fruits de l'exploitation » et la « jeunesse exploitée dès l'âge tendre, jetée sous le joug du travail sans merci, la jeunesse des classes opprimées qui partage avec elles tout leur sort », et soulignait que, si l'avenir appartient à la jeunesse — ce qu'il n'est pas nécessaire de démontrer — il importe avant tout de savoir quelle jeunesse prendra l'avenir entre ses mains : la jeunesse exploitée ou la jeunesse exploiteuse.

Partant de l'analyse de la situation de classe de la jeunesse dans la société actuelle, les communistes ont toujours affirmé que « la jeunesse ouvrière est la partie la plus active et la plus révolutionnaire du prolétariat (Programme de Berlin, 1919) ». C'est donc une tâche importante pour les révolutionnaires que de gagner à leur programme politique des couches larges de jeunes exploités, mais il est pour cela nécessaire d'organiser les jeunes en dehors du Parti. L'organisation de jeunesse doit être la réserve qui assure le renforcement et la relève des rangs du parti révolutionnaire, mais elle n'est pas le parti lui-même.

Pour reprendre une résolution du V^e Congrès de l'I.C.J., l'organisation révolutionnaire de la jeunesse doit être « une école préparatoire qui éduque les jeunes générations de travailleurs pour le parti communiste et une organisation destinée à conduire les masses des jeunes travailleurs dans la lutte pour le communisme ».

En effet, si nous ne méconnaissons pas l'importance du rôle du Parti qui organise dans ses rangs, sur la base d'un programme politique bien défini l'avant-garde de la

classe ouvrière, nous n'en sommes pas moins convaincus de la nécessité d'une organisation plus large, capable de grouper les jeunes ouvriers, qui ont la volonté de lutter contre la bourgeoisie et qui veulent recevoir dans l'action une éducation marxiste révolutionnaire.

Sans doute le programme de l'organisation de la jeunesse ne saurait être différent de celui du Parti, mais le niveau politique de la jeunesse ouvrière en général nous impose une structure particulière d'organisation et des objectifs particuliers pour la conquête des jeunes travailleurs.

Les particularités physiques et morales des jeunes exigent leur éducation et leur travail dans des organisations spéciales qui assurent la possibilité du plein développement de leur initiative et de leur autonomie. Toutes ces circonstances rendent indispensable la constitution d'une Fédération Communiste des Jeunes dans chaque pays.

(Programme de l'Internationale Communiste des Jeunes.)

jeunesse social-démocrate ou jeunesse communiste

Il ne suffit pas d'affirmer la nécessité d'une organisation autonome de la jeunesse révolutionnaire, il convient encore de préciser quelle doit être la structure de cette organisation et quels doivent être ses rapports avec l'organisation adulte.

En effet, si, à côté de presque tous les partis réformistes, ont existé des organisations de jeunesse, cela ne signifie pas du tout que les réformistes aient compris l'importance, pour la victoire du prolétariat sur sa propre bourgeoisie, de la création d'une direction révolutionnaire de la jeunesse exploitée.

C'est fort justement qu'une résolution du 3^e Congrès de l'Internationale Communiste affirmait que « la grande différence fondamentale qui existe entre les jeunesses communistes et les jeunesses centristes et social-patriotiques devient surtout apparente par la participation active à tous les problèmes de la vie politique et aux combats et actions révolutionnaires, de même que par la collaboration à la construction des partis communistes. »

Dans presque tous les pays, les organisations de la jeunesse socialiste furent créées sans le concours des partis social-démocrates et des syndicats réformistes. Ceux-ci virent toujours un très gros danger dans l'apparition des jeunesses socialistes révolutionnaires indépendantes et essayèrent de réprimer ce mouvement ou d'en changer le caractère en exerçant sur lui une tutelle bureaucratique et en essayant de le priver de toute indépendance.

La social-démocratie a toujours méconnu l'importance des organisations de jeunesse ; elle n'a jamais voulu voir dans celles-ci que des cercles d'éducation, acceptant sans discussion la vérité toute faite apportée par le Parti et entièrement soumis au contrôle des dirigeants de l'organisation adulte. Sans oser le dire, les réformistes se sont toujours ralliés au vieil adage de la bourgeoisie qui affirme que la politique n'est l'affaire ni des femmes, ni des jeunes. Seuls les adultes ont le droit de déterminer l'orientation du Parti et, pas plus que dans l'Etat capitaliste, où on leur refuse le droit de vote, les jeunes n'ont le droit de s'exprimer au sein de l'organisation réformiste. Il convient, si l'on en croit les bonzes de la social-démocratie, de faire leur éducation et seulement les militants « chevrons » ont qualité pour faire des jeunes exploités des marxistes révolutionnaires.

« la base de l'éducation c'est la lutte »

Toute autre est la conception communiste du rôle et de la structure des organisations de jeunesse, telle que Lénine la définissait le 2 octobre 1920 au 3^e Congrès pan-russe de la Fédération des Jeunesses Communistes de Russie.

« Sans travail, sans lutte, la science livresque du communisme, puisée dans les brochures et les œuvres communistes, ne vaut absolument rien, car elle continuerait l'ancienne rupture entre la théorie et la pratique, rupture représentant le trait le plus ignoble de l'ancienne société bourgeoise. »

Et, plus loin, Lénine déclarait que la jeunesse ne peut apprendre le communisme « qu'en liant chacun de ses pas dans le domaine de l'éducation et de l'instruction, avec

la lutte incessante du prolétariat et des travailleurs contre la vieille société exploiteuse. La base de la morale communiste est la lutte pour la consolidation et l'achèvement du communisme. Voilà en quoi consiste la base de l'éducation, de l'enseignement et de la doctrine communiste. Telle est la réponse à la question : comment faut-il apprendre le communisme ? ».

Citons encore ce passage d'une résolution du 5^e Congrès de l'I.C.J. : « La social-démocratie ne désire pas que la jeunesse ouvrière soit initiée au véritable état de la société de classes et au dur fait de la lutte de classes. Elle veut empêcher que les jeunes ouvriers deviennent des combattants conscients de classe et elle veut les éduquer dans le sens de sa politique de collaboration de classes. De là vient que la social-démocratie soutient le bavardage sur la jeunesse en général, sans distinction de classes, ce qui est seulement destiné à masquer le fait de sa collaboration avec les organisations bourgeoises. Conformément à cela, les social-démocrates posent aussi devant les organisations de jeunes cette tâche utopique et petite-bourgeoise de la création de « l'homme nouveau » par le travail culturel à l'intérieur des organisations de jeunes déjà dans la société capitaliste, c'est-à-dire en dehors de tous rapports avec la société de classes et avec la réalité en général. Mais en fait, un travail d'éducation petite-bourgeoise est réalisé par ces organisations dans une certaine direction politique pour faire de la jeunesse des social-démocrates ou des complices de la bourgeoisie, et pour l'éloigner de la lutte de classes. La Fédération des Jeunesses communistes rejette résolument le mot d'ordre hypocrite de la bourgeoisie et de la social-démocratie : la jeunesse doit être en dehors de la politique. La participation énergique de la jeunesse ouvrière, facteur important dans la production sociale, à la lutte politique de sa classe est un appoint considérable pour la lutte de classes du prolétariat et est le levier essentiel de l'éducation communiste de la jeunesse ouvrière. »

L'organisation révolutionnaire de la jeunesse n'est donc pas un cercle d'éducation, mais c'est une organisation politique, une organisation d'éducation et de lutte. La conception du marxisme-léninisme ne permet aucune contradiction entre l'éducation et la lutte et, si les jeunes doivent apprendre, on ne saurait sérieusement prétendre qu'ils apprendront en dehors des cadres de la lutte générale de classe du prolétariat. La jeunesse, pas plus qu'aucune autre couche de la classe ouvrière, ne peut être arbitrairement située en dehors de la lutte de classes inhérente au régime capitaliste.

L'organisation révolutionnaire de la jeunesse n'est donc pas l'organisation d'une élite intellectuelle petite-bourgeoise appelée à former les cadres de la bureaucratie réformiste, mais elle est l'organisation de masses de la jeunesse exploitée, la direction révolutionnaire de tous les jeunes qu'opprime le régime capitaliste. Aussi, lorsque le secrétaire du P.S.O.P., Lucien Hérard écrit que la J.S.O.P. « groupe les jeunes révolutionnaires, les éduque, examine et défend leurs revendications spécifiques », il méconnaît singulièrement le rôle fort important de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse.

les rapports de la jeunesse et du parti

« La guerre impérialiste et l'attitude prise dans la plupart des pays par les partis social-démocrates devait agrandir l'abîme creusé entre les partis social-démocrates et les jeunes internationales et révolutionnaires, et accélérer le conflit. La situation de la jeunesse laborieuse a empiré pendant la guerre à cause de la mobilisation, de l'exploitation renforcée dans les industries militaires, et de la militarisation derrière le front. La meilleure partie de la jeunesse socialiste prit résolument position contre la guerre et le nationalisme, se sépara des partis social-démocrates, et commença une action politique propre » (Conférences Internationales de la Jeunesse à Berne, en 1915, à Iéna, en 1916).

Dans leur combat contre la guerre, les meilleurs groupes révolutionnaires des ouvriers adultes soutinrent les jeunes socialistes, qui devinrent par là un point de rassemblement des forces révolutionnaires. Elles prirent ainsi sur elles les fonctions des partis révolutionnaires qui faisaient défaut. Elles devinrent l'avant-garde dans le combat révolutionnaire et prirent la forme d'organisations politiques indépendantes. »

Seule la situation particulière créée par la guerre impérialiste et la trahison ouverte

des organisations adultes de la social-démocratie pouvaient justifier une telle opposition entre l'organisation de la jeunesse et le parti. Il est bien évident qu'à partir du moment où le parti révolutionnaire existe, les rapports entre l'organisation de la jeunesse, qui est l'aile la plus combative de la classe ouvrière, et l'organisation adulte se transforment radicalement. Il ne saurait, en effet, y avoir une opposition entre le programme politique du parti et celui de la jeunesse, car une telle opposition signifierait en fait l'existence de deux partis prétendant au rôle de direction révolutionnaire du prolétariat. Face au parti révolutionnaire, l'organisation de la jeunesse ne saurait donc prétendre être une organisation indépendante jouant un rôle dirigeant.

Cependant le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste, qui affirmait par ailleurs la nécessité de la subordination politique de la Jeunesse au Parti, déclarait dans une résolution sur l'Internationale Communiste et le mouvement de la Jeunesse Communiste que « les jeunes doivent s'occuper au sein de leur organisation de toutes les questions politiques et tactiques à l'endroit desquelles elles doivent toujours prendre position ».

S'il est juste d'affirmer que la jeunesse ne saurait avoir une politique différente de celle du Parti, cela ne signifie pas du tout que la jeunesse accepte aveuglément les mots d'ordre du Parti mais, bien au contraire, qu'elle participe à leur élaboration. C'est dans une organisation révolutionnaire le droit de tout militant, et ce droit ne saurait être refusé aux jeunes, quelque prétexte que puisse invoquer la direction. Affirmer que la jeunesse ne saurait avoir d'autre politique que celle du Parti ne signifie pas davantage que la jeunesse ne doit jamais défendre des mots d'ordre opposés à ceux du Parti; l'exemple de la dernière guerre impérialiste démontre que c'est au contraire un devoir pour les jeunes révolutionnaires, au moment où les partis sombrent dans l'union sacrée, de s'opposer de toutes leurs forces à la capitulation des adultes et de dénoncer leurs chefs qui se font les complices de la bourgeoisie.

comment construire la jeunesse révolutionnaire ?

Depuis plusieurs années, la création d'une nouvelle Internationale des Jeunes est apparue comme une nécessité historique et, depuis le moment où tout espoir de « redresser » les organisations social-démocrates ou stalinienne a dû être abandonné, il convenait de rechercher par quelle voie devait s'effectuer le regroupement des jeunes révolutionnaires.

La formation, en 1935, de la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire, à la suite de l'exclusion d'un certain nombre de responsables des Jeunesses Socialistes de la Seine, aurait pu aboutir à la constitution d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse. Mais la division des bolcheviks-léninistes, d'une part, et les nombreuses erreurs des « officiels » d'autre part, firent que la J.S.R. faillit à sa mission et qu'elle se montra incapable de rassembler sur le programme de la IV^e Internationale les jeunes travailleurs trahis par le réformisme et par le stalinisme.

Dès le début de 1937, dans le premier numéro du « Jeune Bolchévik », la Jeunesse Communiste Internationaliste, formée en novembre 1936 à la suite de la reconstitution du Parti Communiste Internationaliste, soulignait les fautes commises par la J.S.R. et définissait les conditions nécessaires à la création de la nouvelle organisation révolutionnaire de la jeunesse dans les termes suivants :

« La J.S.R. est née d'un mouvement progressif qui s'est développé dans les J.S. au cours des années 1934 et 1935, sous l'impulsion des Jeunes Léninistes qui, comme les adultes de la Ligue communiste, étaient, en juillet 1934, entrés dans la S.F.I.O. Bientôt, celle-ci, qui se sentait menacée, exclut, outre les bolcheviks-léninistes, un certain nombre de responsables des J.S., notamment dans la Seine. La quasi-totalité de l'Entente se solidarisa avec ceux que frappait la bureaucratie réformiste et, en province, de nombreux noyaux se déclarèrent prêts à soutenir dans leur lutte les exclus de la Seine. Ceux-ci avaient alors devant eux d'immenses possibilités ; un espoir était né dans la jeunesse laborieuse et ce mouvement, qui s'était développé dans la S.F.I.O., pouvait aboutir rapidement à la constitution d'une puissante organisation de la jeunesse révolutionnaire.

Malheureusement, il n'en fut rien et l'on doit bien reconnaître maintenant qu'il ne reste plus grand-chose de l'espoir et des perspectives de 1935. Une Entente réformiste de

la Seine, beaucoup plus puissante que la J.S.R., est depuis longtemps reconstituée (1). En province, presque tous ont rejoint la « vieille maison » et, dans la région parisienne, un certain nombre de responsables et de membres du C.C. des J.S.R. ont, eux-mêmes, réintégré la S.F.I.O., après des déclarations d'une certaine lâcheté politique. Nous faisons allusion ici au groupe dit de « La Lutte finale », qui, avec Tessier, est maintenant arrivé à la conclusion que « la notion léniniste de dictature du prolétariat est un non-sens ». Le dernier Congrès des J.S.R. a fait apparaître, en même temps que les tares bureaucratiques qui minent l'organisation, une baisse, sans cesse croissante, des effectifs et de l'influence. Corvin fut, en effet, obligé de déclarer lui-même que la région parisienne ne compte pas plus de cinquante membres actifs.

Est-ce qu'une telle situation peut seulement avoir pour cause les « maladresses » qu'invoquent quelques-uns ? On ne construit pas seulement une organisation révolutionnaire avec de l'« habileté », mais avec une politique et des méthodes d'organisation justes. Il semble que ce soit cela qui ait fait le plus défaut aux J.S.R.

Dès la sortie de la S.F.I.O., de lourdes fautes furent commises. On décida d'abord de ne pas participer à un Congrès Fédéral, puis d'y participer, puis de ne pas y participer. Et tout cela, non pas après une discussion dans l'organisation, mais seulement pour obéir aux injonctions de télégrammes. Les télégrammes ont toujours joué, dans l'opposition de gauche, et particulièrement dans la section française, un rôle néfaste. Puis on décida de mener la bataille à fond pour la réintégration et l'organisation engagea toutes ses forces dans une lutte perdue d'avance, non point parce que cela était politiquement nécessaire, mais parce que plusieurs responsables de l'Entente, comme Zeller, ne pouvaient se résoudre à abandonner à son triste sort la social-démocratie dans laquelle ils avaient fait leurs premiers pas. Demander la réintégration était indispensable, et il fallait mener autour de ce mot d'ordre une agitation surtout en province, où les liaisons étaient peu sûres, mais il fallait, tout de suite, s'orienter, en même temps, vers la constitution d'une organisation indépendante, en fixer les tâches et passer aux premières réalisations. Au lieu de cela, on passait le plus clair de son temps à élaborer des textes destinés à toucher le cœur des bonzes, et les camarades de la base, noyés sous les motions et ne voyant plus rien venir, commencèrent à se décourager. Cette première faute très grave marqua le début de l'émiettement de l'Entente.

La réintégration apparaissant définitivement comme impossible, les J.S.R. ne savaient plus trop de quel côté se tourner. En effet, à part le groupe des Jeunes Léninistes, assez cohérent, les autres responsables semblaient un peu écrasés par cette autonomie qui leur paraissait maintenant trop complète. Ils avaient peur de leur isolement et ne savaient trop quoi préconiser. Une jeunesse indépendante ? Une Entente autonome, comme l'ancienne Fédération de l'Est du P.C. ? Les appuis sur lesquels on avait le plus compté venaient à manquer et, le premier, Marceau Pivert laissait tomber les exclus. Quel bolchevik-léniniste aurait pu s'en étonner ? Non seulement Zeller et ses camarades s'en étonnèrent, mais ces défections les paralysèrent. Pendant plusieurs mois, il fut absolument impossible de savoir ce qu'étaient les J.S.R., de quelle organisation internationale elles se réclamaient et quelles étaient leurs perspectives.

Puis vint la « Lettre ouverte pour la IV^e », qui fut signée par le bureau politique des J.S.R. Après la signature seulement, la Lettre ouverte fut discutée par une partie de l'organisation. Aussitôt, ces nouveaux venus au bolchevisme-léninisme montrèrent un zèle de néophytes. Eux qui, hier encore, ne s'étaient pas prononcés sur la question de Trotsky et de la nouvelle Internationale, ils déclarèrent à qui voulait les entendre qu'eux seuls pouvaient légitimement se réclamer du vieux et neurent point de terme assez méprisant pour ces galeux du P.C.I., dont la plupart avaient appartenu à la Ligue communiste, beaucoup depuis 1929. Que s'était-il donc passé ? Simple ceci : les J.S.R. n'existaient déjà plus que de nom et elles constituaient seulement une possibilité de manœuvre et de recrutement pour les néo-bolcheviks-léninistes qui devaient, un peu plus tard, former le P.O.R., qui devint le P.O.I. Les J.S.R. constituaient aussi LA SEULE BASE de l'ex-G.B.-L. qui s'opposait à la « Commune » et au P.C.I. Dans la région parisienne, on aurait, en effet, trouvé difficilement vingt adultes et, au congrès de la Pentecôte, le nouveau parti révolutionnaire qui fut proclamé, fut constitué, en fait, par les J.S.R. qui continuent à en constituer la majorité.

En quoi cela est-il condamnable ? diront certains camarades, et pourquoi faut-il regretter que la majorité d'une organisation soit composée de jeunes ? Cela est, tout d'abord, condamnable parce que le parti révolutionnaire ne pouvait être formé par des camarades que leur stage dans la S.F.I.O. et leurs hésitations après la sortie n'avaient guère préparés à ce rôle. Par des camarades qui, bien qu'ils aient signé la « Lettre ouverte », restaient politiquement confus et qui n'avaient point encore assimilé le capital formé par l'Opposition de Gauche au cours de ses années de lutte depuis 1929.

Or, non seulement une équivoque subsiste quant aux bases politiques sur lesquelles les J.S.R. entendent former le nouveau Parti, mais encore il semble bien qu'ils veulent le faire en dehors de ceux qui, depuis plusieurs années, ont lutté aux côtés du camarade Trotsky. Ils affirment à qui veut les entendre qu'ils veulent « balayer les vieux » (ceux du P.O.I. compris) et, pour qui sait interpréter correctement les faits d'apparence minime, le fait que la direction des J.S.R. ait toujours refusé de donner à l'organisation le nom de Jeunesses Ou-

vières Internationalistes prend une signification non dénuée d'importance.

Qu'aient été introduites à l'intérieur de cette organisation soi-disant jeune les méthodes d'organisation qui ont cours chez les adultes, le rappel de la Conférence Internationale, organisée en dehors de tout contrôle de l'organisation, qui n'a même pas été appelée à se prononcer sur la désignation des délégués, suffit à le démontrer. Quant à ceux qui nous disent que la J.S.R. ne fut point mêlée aux luttes de tendance, nous nous contenterons de leur rappeler comment, après mars 1936, furent systématiquement brimés les camarades jeunes du P.C.I. et nous les renverrons à la fielleuse mise en garde contre la « clique moliniériste » publiée dans le dernier numéro de « Révolution ».

A la vérité, les J.S.R. ne sont point les seuls responsables d'une telle situation. L'organisation internationale a joué à leur égard le même rôle néfaste que vis-à-vis de la section française adulte. Au moment où la contre-révolution et les traitres de tout poil s'acharnent sur le camarade L. Trotsky, nous voulons être ses meilleurs défenseurs, mais nous ne faisons point ici de sentimentalisme et nous n'avons pas à masquer les divergences qui nous séparent de lui sur les questions d'organisation. On ne crée pas le parti révolutionnaire à coups de « rasoir » et, particulièrement dans une organisation de jeunes, on ne saurait faire abstraction de la plus large démocratie. Or, à l'intérieur des J.S.R., se développe au contraire un bureaucratisme fort dangereux. Le bluff qui sévit de plus en plus ne saurait suffire à masquer la faillite totale de cette organisation à laquelle pourtant venaient nombreux et viennent encore par la force même des événements (dégénérescence des J.C., etc.), des éléments sains et neufs dont on eût pu faire de bons militants révolutionnaires.

Les méthodes d'organisation strictement copiées sur celles du stalinisme ne peuvent pas permettre à une organisation révolutionnaire de se développer. Apprendre, par exemple, à des jeunes qu'un journal de tendance politique très proche ne se lit pas, ne se discute pas, mais doit être déchiré ; leur faire manier la calomnie comme principale arme contre des camarades de la même organisation « parce que c'est le seul moyen de se débarrasser d'eux », toutes ces méthodes sont extrêmement dangereuses. Elles éloignent quantité de jeunes éléments, sincères révolutionnaires ; elles faussent complètement la formation révolutionnaire de ceux qui restent au sein d'une pareille organisation ; dans une période comme la période actuelle, au lieu d'attirer à elle les jeunes qui cherchent une voie pour sortir des organisations dégénérées, une telle organisation glane seulement quelques éléments, les autres vont au fascisme.

Ne pas comprendre cela, c'est capituler devant le problème qui se pose et reculer devant une tâche ardue sans doute, mais indispensable ; la création de la nouvelle organisation des jeunes révolutionnaires. C'est à cela que nous travaillons de toutes nos forces, et nous sommes sûrs que nous trouverons rapidement de nombreux appuis parmi les jeunes exploités.

Il ne s'agit pas aujourd'hui, après deux ans de lutte, d'établir seulement qui avait raison et qui avait tort. Il n'en reste pas moins que le développement de la situation depuis 1937 a confirmé cette analyse, et si nous la rappelons aujourd'hui, c'est bien moins pour démontrer que nous étions les seuls à voir juste, que parce qu'il nous paraît que ces lignes telles qu'elles ont été écrites posaient le problème de la façon la plus exacte.

A nouveau, au Congrès de Creil, les jeunes socialistes de la Seine étaient frappés par la direction réformiste et malgré le vote d'une motion d'unanimité affirmant la fidélité à la S.F.I.O., 22 camarades étaient exclus et l'Entente des J.S. de la Seine était dissoute.

A nouveau se posait la question du regroupement des jeunes révolutionnaires au sein d'une même organisation et, dans le numéro de mai 1937 du « Jeune Bolchevik » paraissait un article : « Le regroupement des J.S. ne doit être qu'une étape » dont nous extrayons les lignes suivantes :

« Sans doute, comme l'affirment les exclus, le problème du regroupement de la jeunesse révolutionnaire et celui de la création du Parti sont maintenant à l'ordre du jour, mais peut-on les résoudre comme le prétendent les J.S.R. en appelant seulement à l'unification dans des délais arbitrairement fixés ? « Révolution » parle d'unité, mais elle omet d'indiquer avec qui. Avec les organisations qui acceptent de participer au front révolutionnaire ? Avec les jeunes anarchistes qui ne sont pas marxistes et qui continuent à affirmer le primat des organisations non politiques ? Avec les J.E.U.N.E.S. qui se défendent eux aussi de faire de la politique et qui en maints endroits collaborent avec les staliens ? Avec la Jeunesse Communiste Internationaliste dont on aime à répéter qu'elle est un « groupuscule », comme si la J.S.R. groupait des milliers d'adhérents ? Il faut s'expliquer là-dessus. Et surtout il faut préciser sur quelles bases politiques en même temps qu'avec quelles méthodes d'organisation on entend faire l'unité. Si on ne s'explique pas clairement là-dessus, on ne fait que du bavardage et l'on fait seulement la preuve que l'on est tout juste capable de lancer les mots d'ordre d'unité

à tout prix qui serait — est-il besoin d'y insister ? — un immense pas en arrière et une trahison des intérêts de la jeunesse exploitée. »

En conclusion, « le Jeune Bolchevik » réclamait la création d'un front révolutionnaire permettant « les contacts quotidiens indispensables à la formation de la nouvelle jeunesse et de la nouvelle Internationale des jeunes ».

La J.S.R. repoussait les propositions de la J.C.I. et « Le Jeune Léniniste » (Bulletin Intérieur des J.S.R.) publiait, dans son numéro de juin 1937, une lettre du Bureau politique, dont nous extrayons quelques lignes :

« Politiquement, le groupe de « la Commune » est un élément parasite, dont toute la raison d'être est sa lutte contre le mouvement de la IV^e Internationale... On ne discute pas politique avec une organisation quia à sa tête un individu dangereux pour la classe ouvrière, quand cette organisation a pour base politique la solidarité personnelle avec le même individu... ».

la constitution de la J.S.O.P.

De mai à juin 1938, au lendemain du Congrès Socialiste de Royan, se constituait cette nouvelle organisation : la Jeunesse Socialiste Ouvrière et Paysanne. La constitution de cette organisation constituait pour l'avant-garde un nouvel élément dont elle se devait de tenir compte dans son appréciation du développement des circonstances favorables à la nouvelle organisation de la Jeunesse révolutionnaire.

Sans doute, la J.S.O.P. comme le P.S.O.P. ne devait son existence qu'aux mesures d'exclusion prises par les chefs réformistes de la S.F.I.O. ; mis à part le groupe des Jeunesses Socialistes Autonomes qui s'était formé au lendemain des exclusions de Creil et qui devait bientôt s'intégrer à la J.S.O.P., aucun membre de l'ancienne Fédération de la J.S. de la Seine ne posait le problème de la nécessité d'une nouvelle organisation révolutionnaire de la jeunesse. Pour les exclus de Royan, la trahison définitive des II^e et III^e Internationales, pas plus que la faillite du Front Populaire, n'apparaissait comme évidentes.

En juillet 1938, lors de la conférence constitutive du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, la J.S.O.P. s'était définitivement constituée et elle accueillait dans ses rangs la Fédération des Jeunesses Socialistes Autonomes. Pour former la nouvelle organisation révolutionnaire de la jeunesse, il restait aux camarades de la J.S.O.P. à se débarrasser de leurs illusions dans le réformisme ; leur expérience commençait et elle ne pouvait être progressive que dans la mesure où ils se montreraient disposés à entreprendre la clarification politique indispensable.

A la Conférence constitutive se manifesta sur la question de la jeunesse la plus grande confusion. Certains proposaient la suppression pure et simple de l'organisation jeune, d'autres auraient voulu s'en tenir à une copie de l'ex-Jeunesse Socialiste mixte de la S.F.I.O. ; seuls, les camarades de la J.S.A. présentaient un projet progressif qui prévoyait l'organisation autonome de la jeunesse, et ils faisaient ainsi la preuve qu'ils étaient les seuls à avoir compris toute l'importance du problème.

Le départ de la J.S.O.P. s'effectua dans de bonnes conditions, et un regroupement de couches assez larges de jeunes révolutionnaires était alors possible. En effet, outre la Fédération de la Seine, il existait de nombreuses liaisons en Province, et très rapidement il devait être possible de constituer des noyaux solides un peu partout.

Mais ce qui manqua à la J.S.O.P. au cours des premiers mois de son existence, ce fut une direction capable de construire réellement l'organisation, de l'animer et de l'entraîner à la lutte. Un Comité Central avait été désigné par la Conférence constitutive de Juillet, mais, depuis qu'il existe, ce Comité Central s'est montré incapable de jouer son rôle de direction nationale.

Sa carence fut surtout déterminée par sa constitution ; alors que les camarades les plus actifs comme Weitz et Carton, qui avaient le mieux compris les conditions de la création d'une nouvelle organisation révolutionnaire de la Jeunesse et l'importance de cette création, étaient absorbées par les tâches multiples du Parti, et ne pouvaient consacrer qu'une faible partie de leur activité à la J.S.O.P., les autres membres du C.C. n'arrivèrent jamais à se débarrasser de leur bagage réformiste.

Peu convaincus de la nécessité d'une nouvelle organisation de jeunesse, n'ayant pas compris quel rôle important une telle organisation pouvait et devait jouer au lendemain de la faillite du Front Populaire, ignorant des principes communistes d'organisation, et fidèles aux vieux principes réformistes, qui font toujours de la jeunesse des cercles d'étude, la plupart d'entre eux renoncèrent à toute activité, et dans le meilleur des cas, comprirent leur tâche d'une façon toute bureaucratique, qui ne permit pas un développement sérieux de l'organisation.

Moins d'un an après sa désignation par la Conférence Constitutive, il est impossible de réunir le C.C. ; la plupart de ses membres sont démissionnaires et ceux qui restent se refusent à tout travail. Il faut maintenant reprendre une à une toutes les liaisons qui existaient en Province, et en dehors de la Fédération de la Seine, on peut dire que la J.S.O.P. ne vit pas comme organisation de jeunes.

de l'entrée de la J.C.I. au congrès fédéral de mars

A la fin de 1938 la jeunesse communiste internationaliste prenait la décision de se dissoudre et ses membres rejoignaient individuellement les rangs de la J.S.O.P.

Dans l'esprit des militants de la J.C.I., la J.S.O.P. devait jouer le rôle du « Comité pour la nouvelle Jeunesse » qui, malgré nos efforts, n'avait pu se constituer. Elle devait devenir le lieu des regroupements des jeunes oppositionnels et c'est en son sein que devait se mener la discussion pour le programme politique.

Le Conseil Fédéral du 14 décembre, enregistrant la carence de la Commission Exécutive de la Seine, désignait une nouvelle direction fédérale dans laquelle prenaient place plusieurs camarades de la J.C.I.

La nouvelle C.E. se mit au travail, et à ceux qui accusent aujourd'hui les camarades de la majorité d'avoir saboté l'organisation, il est facile de répondre en rappelant brièvement quelle fut l'activité de la nouvelle direction fédérale.

Un sérieux travail de recensement fut effectué et dans la région parisienne de nombreux groupes furent constitués ou reconstitués. Un actif Groupe d'Agitation et de Propagande fut constitué. Plusieurs bulletins furent édités, et en janvier 1939, paraissait le premier numéro de « la Jeune Garde », édité sous la responsabilité du C.C. de la J.S.O.P. avec la collaboration de la Commission Exécutive de la Seine. En réalité, tant en ce qui concerne la rédaction que la diffusion, la vente ou l'expédition en province, la plus grosse partie, pour ne pas dire la totalité du travail avait été fournie par la Commission Exécutive de la Fédération de la Seine.

Devant l'absence d'une véritable organisation nationale, la C.E. fédérale indiqua comme une des tâches les plus importantes de la Fédération de la Seine la reconstitution d'une organisation nationale. Au cours des mois qui viennent de s'écouler, malgré le recul général du mouvement ouvrier qui s'est traduit par une baisse importante des effectifs et de l'influence du P.S.O.P., la Fédération de la Seine de la J.S.O.P. n'a pas vu reculer ses effectifs, et son activité a été décuplée.

Il avait été entendu qu'il convenait de préparer dans un délai court un Congrès fédéral qui, seul, aurait qualité pour élire une direction. La C.E. en activité avait été considérée comme un organisme de travail, et non pas comme une direction politique.

Au Congrès Fédéral qui se tint le 19 mars, deux tendances s'affrontèrent et les délégués eurent à se prononcer entre deux rapports politiques. L'un de ceux-ci était signé de quelques camarades qui appartenaient à l'ancienne direction de la Fédération de la Seine des Jeunes S.F.I.O. A la vérité, ce rapport ne traçait pas de perspectives politiques, mais il insistait seulement sur la nécessité d'une subordination plus complète de l'organisation des jeunes aux décisions du Parti. Par une bien curieuse ironie, il se trouvait que des membres responsables d'une organisation de Jeunes reprenaient les arguments traditionnels des réformistes contre « l'indépendance » de l'organisation de jeunes.

l'orientation politique de la fédération de la Seine

L'autre rapport politique qui était signé de la majorité des membres de la C.E. de la Seine, affirmait la nécessité de la construction de la nouvelle organisation de la jeunesse révolutionnaire. Il précisait brièvement quelle devait être l'orientation politique

et le caractère d'une telle organisation. Il indiquait comment une telle organisation pouvait être construite et se livrait à un examen rapide des perspectives qui s'ouvraient devant la jeunesse exploitée et l'ensemble de la classe ouvrière.

L'organisation révolutionnaire de la Jeunesse n'existe pas. Il est nécessaire de rassembler la jeunesse prolétarienne sur un programme politique clair et c'est la tâche de la J.S.O.P. qui doit devenir l'organisation politique de la Jeunesse prolétarienne.

Pas d'organisation sans programme, mais le programme, même juste, ne suffit pas. L'Organisation révolutionnaire de la jeunesse n'existe que dans la mesure où elle est reconnue comme direction par de larges couches de travailleurs dont elle guide les luttes.

La J.S.O.P. ne saurait prétendre aujourd'hui, être l'organisation révolutionnaire de la jeunesse. Elle est née d'une crise encore trop récente, et c'est seulement au cours de sa lutte pour conquérir de larges couches de jeunes ouvriers, paysans et soldats, qu'elle acquerra la maturité indispensable et qu'elle gagnera la confiance des jeunes travailleurs.

L'organisation révolutionnaire de la Jeunesse sera une Jeunesse Communiste ou ne sera pas. Une Jeunesse Communiste, c'est-à-dire une organisation capable d'entraîner les jeunes travailleurs à la lutte, et non pas seulement un cercle d'études, d'où seraient bannies les discussions politiques, comme les organisations de jeunes de la Social-Démocratie. Une Jeunesse Communiste, c'est-à-dire une organisation qui reconnaisse comme sa tâche principale, on pourrait dire sa seule tâche, la pratique de l'antimilitarisme révolutionnaire, pour la désagrégation de l'armée bourgeoise.

Il était amené à préciser la position de la majorité de la C.E. de la Seine sur la question de la guerre et sur la question du regroupement des minorités oppositionnelles au sein d'une nouvelle Internationale.

Face à la guerre impérialiste menaçante, nous devons, dès le temps de paix, préparer la défaite de notre propre impérialisme : l'Impérialisme Français, soutenir tout ce qui peut l'affaiblir et combattre tout ce qui peut le renforcer, c'est-à-dire nous opposer impitoyablement à l'Etat bourgeois, à son armée, à sa police, à sa magistrature, à son clergé. En cas de guerre nous devons travailler à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, et entraîner les prolétaires en lutte à la fraternisation contre leurs exploités.

Nous devons distinguer soigneusement entre les guerres impérialistes et les guerres qui opposent les nations coloniales ou semi-coloniales à leurs oppresseurs, dans le cas d'une guerre de cette nature, nous devons soutenir de toutes nos forces les nations opprimées (aide à la Chine contre le Japon, aide aux Marocains, aux Indochinois et aux autres peuples coloniaux exploités par l'Impérialisme français).

Il y a aussi un cas où nous sommes pour la Défense nationale révolutionnaire, c'est le cas d'une guerre d'un pays où le prolétariat a le pouvoir contre un pays impérialiste. Dans cette guerre, les prolétaires de tous les pays doivent soutenir le pays en révolution (exemple de la guerre entre la Russie révolutionnaire et la Pologne impérialiste en 1921).

« Nos camarades J.S.R. doivent eux aussi rejoindre nos rangs et leur rentrée à la J.S.O.P. marquera une étape importante dans la voie du regroupement de la jeunesse oppositionnelle dans le monde. Pour la première fois, en effet, depuis plusieurs années, seront rassemblés au sein d'une même organisation tous les jeunes décidés à lutter contre la guerre impérialiste, et contre l'Union Sacrée. Nous ne devons pas nous dissimuler cependant que l'entrée des camarades J.S.R., si elle est probable, ne signifie pas nécessairement de leur part, une révision de leur position quant à la formation de la nouvelle organisation de la jeunesse révolutionnaire et une compréhension de la situation nouvelle créée par l'existence de la J.S.O.P. Cependant il est de notre devoir, non seulement de faire tous nos efforts pour que ces camarades viennent rapidement renforcer notre organisation, mais encore pour que, au sein de l'Organisation unifiée, les camarades J.S.R. soient associés au travail de telle façon que les divergences d'origine politique puissent être rapidement oubliées. »

Ce rapport fut adopté à une grosse majorité. C'est sur la base du nombre de mandats obtenus par chacun des rapports que fut élue, proportionnellement à l'importance

des tendances, la nouvelle Commission Exécutive, à laquelle pour la première fois étaient adjoints trois camarades venus des J.S.R. à la J.S.O.P., en compagnie d'une minorité de J.S.R. qui s'étaient séparés de leur organisation.

l'offensive du parti contre la J.S.O.P.

Dès le lendemain du Congrès fédéral la direction du P.S.O.P. prit l'offensive contre la Fédération de la Seine de la J.S.O.P., et, au cours d'une réunion de la C.A.P. tenue le lendemain même du Congrès, fut décidée la suppression de la « Jeune Garde » dont un numéro devait être publié dans la semaine. Pour justifier cette suppression, les membres du Bureau du Parti devant lequel les responsables de la Fédération de la Seine furent obligés à s'expliquer, eurent recours aux arguments traditionnels sur « l'argent de Molinier » grâce auquel, disait-on, la parution du journal était assurée. Cependant le bureau du Parti fut obligé de tenir compte de la résistance des responsables de la Fédération de la Seine, auxquels s'étaient joints Carton et Weitz, représentant le C.C., et le camarade Lissansky, délégué de la C.E. adulte de la Fédération de la Seine à la C.E. fédérale des Jeunesses.

Parallèlement à cette offensive de la direction du Parti, les minoritaires désignés à la Commission Exécutive par le Congrès Fédéral tentaient de rendre tout travail impossible, et Chapelain déclarait que, pour sa part, il refuserait d'assumer toutes les tâches qu'on pourrait lui confier. En effet, depuis le Congrès Fédéral, Chapelain n'a jamais participé aux réunions de la C.E. et il n'a jamais fait preuve au sein de la J.S.O.P., pas plus sur le plan national que fédéral, d'une activité quelconque.

La Fédération de la Seine de la J.S.O.P., qui se trouvait à la pointe du combat pour la construction de l'organisation, se heurtait donc à la volonté des dirigeants du Parti d'empêcher le développement de l'organisation des Jeunesses, et la diffusion des idées défendues par les défaitistes révolutionnaires.

La direction du Parti, qui n'avait pas encore pris officiellement position sur la question de la guerre, ne pardonnait pas à la Fédération de la Seine de la J.S.O.P. de s'être ralliée au Congrès Fédéral à un texte qui affirmait que « la Jeunesse Socialiste ouvrière et paysanne doit devenir la Jeunesse Communiste de demain, fidèle aux enseignements de Lénine et de Liebknecht, fidèle aussi à l'enseignement de la Jeunesse Communiste d'hier qui, pendant l'occupation de la Ruhr et pendant la guerre du Maroc, entraîna des milliers d'encasernés à la fraternisation avec des travailleurs, cette Jeunesse « Communiste » aujourd'hui tombée dans l'Union Sacrée par la dégénérescence stalinienne ».

le congrès du P.S.O.P. et la conférence nationale de la J.S.O.P.

Cette offensive de la direction du Parti, soigneusement entretenue par les minoritaires, si elle contribua à rendre difficile une collaboration étroite entre les organismes du Parti et ceux de la jeunesse, n'enleva rien de l'activité de la Fédération de la Seine ; deux numéros de « la Jeune Garde » furent édités, et un sérieux travail antimilitariste fut entrepris et mené dans la région parisienne.

Parallèlement à la lutte développée pour la constitution de « Comités de Jeunes contre la guerre impérialiste », il s'agissait de substituer au C.C. défaillant une direction révolutionnaire capable de redonner la vie à l'organisation nationale. Mais ce C.C. ne pouvait être lui-même désigné que par un Congrès national de l'organisation, auquel malheureusement il était bien difficile de songer car la convocation d'un tel Congrès était à peu près impossible. C'est pourquoi la C.E. de la Seine, en accord avec les camarades Weitz, Carton, Foier et Privas, seuls membres restés actifs du C.C., décida donc d'utiliser le fait que se tenait les 27 et 28 mai le Congrès National du Parti pour convoquer une Conférence Nationale de la J.S.O.P.

Cette Conférence nationale ne pouvait être autre chose qu'une prise de contact avec les camarades de province. Il convenait surtout de renouer les liaisons perdues, d'envisager le travail qui pouvait être mené dans les semaines à venir, et d'arrêter les modalités pratiques de la préparation et de la convocation d'un Congrès national. En outre, la Conférence nationale serait mise au courant des pourparlers engagés par le Comité

Central de la J.S.O.P., avec plusieurs organisations oppositionnelles de jeunes, en vue de la convocation d'une conférence internationale des Jeunes.

Le Congrès du P.S.O.P. se déroula tout entier sous le signe de l'anti-trotskyisme et il était donc naturel qu'on reprit contre la J.S.O.P. et sa direction « trotskyste » l'offensive engagée depuis plusieurs semaines.

Dès le début du Congrès, un des délégués de la J.S.O.P. fut contesté sous prétexte qu'il n'avait pas l'ancienneté requise pour participer aux travaux du Congrès. En réalité, l'intervention que fit Chapelain sur cette question démontra qu'il s'agissait seulement d'éliminer de la délégation J.S.O.P. le seul camarade représentant de la tendance majoritaire de la Fédération de la Seine.

Le deuxième jour du Congrès, avant que se tienne la Conférence nationale qui devait avoir lieu dans l'après-midi du lundi 29 mai, le texte suivant fut diffusé parmi les délégués :

MOTION SUR LES JEUNESSES

A la Conférence Nationale constitutive, les J.S.O.P. avaient été constituées selon le vote de la majorité des délégués en une organisation de propagande et d'éducation, les jeunes d'au moins 18 ans ayant droit de discussion et de vote politique au sein du Parti.

Après un an d'existence, il convient d'attirer l'attention du Parti sur certains faits graves.

Notre organisation, travaillée par de nouveaux adhérents trotskystes ou trotskysants, a abandonné son rôle initial pour devenir un instrument de manœuvre qui a un caractère politique particulier et opposé aux conceptions du Parti.

Devenue un parti politique de jeunes, possédant au départ une base sur le plan national et des effectifs importants dans la Région Parisienne, notre J.S.O.P. a fait faillite. Elle en est arrivée à n'exister plus en fait que dans cette région et avec des effectifs réduits.

Il est d'autre part impossible de continuer à tolérer dans la Région Parisienne l'existence d'une Fédération qui, loin de servir notre propagande, n'aboutit, en raison de l'atmosphère inamicale qui règne dans les sections, qu'à vider notre Parti des éléments jeunes venus chez nous pour travailler et s'éduquer.

Il est indispensable que le Parti tout entier s'occupe des jeunes, car les jeunes deviennent son plus grand espoir. Il reconnaîtra que l'existence d'un groupement de jeunes aboutit dans l'état actuel de nos forces, à une dispersion d'efforts préjudiciable au Parti.

Pour y remédier, le Congrès décide de transformer l'organisation politique des jeunes en une organisation mixte des J.S.O.P. à tous les échelons du Parti (sections, régions, etc.) et de nommer proportionnellement à ses différentes tendances, une Commission Nationale Mixte des J.S.O.P.

Ces organismes formés en majorité de jeunes auront pour tâches l'étude et le travail se rapportant aux problèmes plus spécifiquement jeunes et éventuellement la création d'un journal, d'une revue suivant les possibilités financières.

LA FEDERATION NORMANDE DU P.S.O.P.

DARDEL, CHAPELAIN, PISSARIOUK.
(Du Comité Central des J.S.O.P.)

Ce texte était déjà bien propre à jeter le trouble dans l'esprit des délégués de province, mais plusieurs interventions qui furent faites à la tribune du Congrès ne firent qu'accroître ce trouble. On alla en effet jusqu'à assimiler la Conférence Nationale convoquée par le Secrétaire national de la J.S.O.P. avec l'accord de Breuillard, représentant de la C.A.P. du Parti, à on ne sait quel guet-apens contre les minoritaires de la Fédération de la Seine. On parla même de « violences physiques possibles » et, soit que la direction du Parti tomba inconsciemment dans la provocation de ceux qui n'avaient d'autre but que le sabotage de la Conférence Nationale, soit que la direction elle-même tint absolument à empêcher la tenue de cette Conférence, on prit à l'égard des camarades de la J.S.O.P. qui se rendaient à la Conférence nationale des mesures vexatoires absolument inutiles, ce qui ne pouvait que tendre davantage les rapports qui existaient déjà entre le Parti et l'organisation de Jeunesses.

C'est ainsi que, à l'entrée de la Conférence Nationale, on substitua au service d'ordre de la J.S.O.P. un service d'ordre composé de T.P.P.S. adultes sans qu'il soit

possible de justifier une telle mesure autrement que par la volonté de créer des incidents qui ne furent évités que parce que les camarades jeunes s'abstinrent de qualifier de telles méthodes.

Le but que s'était fixé ceux qui avaient en vue le sabotage de la Conférence nationale, fut en partie atteint. A la Conférence nationale ne participèrent que quelques délégués de province et l'on dut se limiter à une brève discussion du rapport de Weitz. Ce rapport demandait que soit fixé le principe de la tenue d'un Congrès National de la J.S.O.P. au 14 juillet 1939, et que soit désignée pour préparer ce Congrès une Commission d'organisation, sans aucune responsabilité politique, et qui serait constituée par la fusion de la C.E. de la Seine et du C.C. Ce furent ces propositions qui furent soumises au Congrès du P.S.O.P. La direction du Parti, à laquelle un rapide pointage des mandats de la Fédération de la Seine avait permis de comprendre qu'elle n'enlèverait pas facilement un vote favorable à la dissolution de la J.S.O.P., avait renoncé à remettre en cause l'existence même de l'organisation, et, en définitive, le Congrès se rallia aux propositions de la Conférence nationale : une Commission d'organisation formée par la C.E. de la Seine et les membres de la Région parisienne du C.C. avait donc pour tâche la préparation du Congrès National qui se tiendrait le 14 juillet.

Par le paragraphe 17 et la conclusion de son rapport, la Commission d'enquête faisait elle-même la preuve qu'il n'y a pas de « cas Molinier » et qu'elle entendait seulement utiliser les armes qui lui avaient été fournies par une fraction des bolcheviks-léninistes au cours de luttes de tendance antérieures pour soutenir l'offensive de la direction du P.S.O.P. contre la gauche.

comment se firent les exclusions

Au lendemain même du Congrès, le mardi 30 mai, se tenait ouvertement dans un café fréquenté par les organisations d'avant-garde une réunion d'un certain nombre de camarades appartenant à la tendance groupée autour de la revue « La Vérité ». A cette réunion participaient tous les membres du Bureau Fédéral de la J.S.O.P. Dans une salle voisine se tenait une réunion de « L'Ecole Emancipée » à laquelle assistait une adhérente P.S.O.P. qui s'empressa de prévenir la direction. Peu après, Pivert pénétrait dans la salle et convoquait les camarades du Bureau Fédéral des jeunes pour le lendemain.

Le lendemain, les membres du Bureau Fédéral firent devant le Bureau National du Parti une déclaration que nous publions ci-dessous et ils apprirent qu'ils étaient déférés devant la Commission des Conflits. On n'osa pas leur dire à ce moment ce que nous avons pu lire dans « Juin 36 » deux jours après, à savoir qu'ils étaient déférés aux fins d'exclusion.

DECLARATION FAITE AU BUREAU DU PARTI, LE 31 MAI 1939 PAR LES CAMARADES FOIRIER, MORGAT, PRIVAS, ANDREI, LEON, REMONT, MEMBRES DU COMITE EXECUTIF DE LA FEDERATION DE LA SEINE DES J.S.O.P.

Nous avons été convoqués verbalement par le camarade Marceau Pivert faisant une descente à une réunion tenue le mardi 30 mai, au lendemain du Congrès du Parti, salle Augé, par des camarades de la tendance groupés autour de « la Vérité ».

Nous avons tenu cette réunion, à laquelle assistait le camarade Raymond Molinier, dans un lieu fréquenté par de nombreux groupements d'avant-garde sans aucune dissimulation, sachant fort bien qu'à côté, à une réunion de « L'Ecole Emancipée », se trouvaient des camarades du P.S.O.P. susceptibles d'en informer la majorité de la direction. Nous n'avions rien à cacher. Il devait être évident pour tout le monde qu'au lendemain même d'un Congrès ayant pris une décision nous visant, nous devons nous réunir pour fixer notre position envers elle dans une déclaration. La question formelle étant exposée, voici ce que nous avons à dire :

L'opinion que nous avons défendue au Congrès qu'il n'y avait pas de cas Molinier, qu'il n'y avait pas en cause une question de moralité prolétarienne (sur laquelle nous serions aussi rigoureux que quiconque), mais une manœuvre anti-trotskyiste, anti-bolchevique n'a pu être réfutée. Nous n'avons rien à renier, tout au contraire, de notre lutte de bolcheviks-léninistes, entièrement dirigée contre le réformisme et le stalinisme, et pour la révolution prolétarienne. Nous estimons que la décision prise envers le camarade qui a été à la pointe de cette lutte est injuste et a été prise dans des conditions contraires aux règles de la démocratie prolétarienne par un vote où ne prirent réellement part qu'une minorité de délégués.

Cette décision s'accompagne d'un second paragraphe dont la rédaction est bien étudiée pour obtenir notre sortie du P.S.O.P. C'est une manœuvre à laquelle nous ne nous prêterons

pas car ce qui compte avant tout, pour nous, c'est le regroupement de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat sur une base solide. Le Congrès du P.S.O.P. a pris une décision, nous la subissons.

Confiants que, dans la lutte de classe, notre programme triomphera et subsidiairement, que l'attitude de chacun dans les événements, permettra la révision d'une mesure frappant un révolutionnaire, nous nous montrerons disciplinés aux décisions du Congrès.

31 mai 1939.

R. Foirier, Morgat, Privas, Andrei, Léon, Remont.

Le 3 juin, quatre camarades du Bureau Fédéral étaient entendus par la Commission d'Instruction des Conflits ; les deux autres membres du Bureau Fédéral n'avaient même pas été convoqués. C'est aussi le 3 juin que fut entendu le camarade R... qui se borna à affirmer sa solidarité avec les termes de la déclaration remise au Bureau du Parti par les camarades de la J.S.O.P.

Le 4 juin, les camarades Marc Laurent, Léon et Morgat, qui n'avaient pas été entendus par la Commission d'Instruction des Conflits, publiaient la déclaration suivante :

A TOUS LES MEMBRES DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER ET PAYSAN

Nous avons appris que nous avons été traduits devant la Commission d'Instruction des Conflits et tenons à protester contre le fait que nous n'avons reçu aucune convocation, ainsi que nous pouvons en apporter la preuve. A l'heure où nous rédigeons cette déclaration, des sanctions ont peut-être été prises contre nous malgré cette situation.

N'ayant pu nous faire entendre devant la Commission d'Instruction, nous rappelons que nous sommes absolument solidaires des termes de la déclaration remise au Bureau du Parti, le 1^{er} juin, par le Bureau Fédéral des J.S.O.P. et tenons à préciser ce qui suit :

1) SUR LE CAS MOLINIER.

La direction du P.S.O.P., en traduisant devant la Commission d'Instruction des Conflits un certain nombre de camarades, jeunes ou adultes, de la tendance groupée autour de la revue « la Vérité », sous le prétexte d'avoir été trouvés discutant avec Molinier de son exclusion de la veille, vient de faire la preuve qu'il n'y a pas de « cas Molinier » mais que la décision du Congrès en ce qui concerne le camarade Raymond Molinier marque le début d'une offensive contre l'aile bolchevik-léniniste du Parti tout entier. La direction du P.S.O.P. entend ainsi marcher sur les traces de la direction du P.O.U.M. excluant récemment plusieurs camarades accusés de s'être livrés à une activité trotskyste.

La Commission d'Enquête a établi un rapport qui donne la preuve qu'elle n'a pas cherché à recueillir par elle-même les éléments d'information nécessaires. Elle a seulement utilisé des textes écrits en vue de la lutte fractionnelle des bolcheviks-léninistes et elle s'est mise à la remorque de Léon Trotsky et du Secrétariat International de la IV^e dont elle conteste, par ailleurs, l'autorité et les méthodes.

Elle a repris à son compte les accusations du Secrétariat International pour la IV^e qui a masqué les divergences politiques par des calomnies contre les militants ? Elle a constamment parlé d'un prétendu « certificat de folie » qui n'a jamais existé mais a caché constamment aux militants les diverses condamnations prononcées contre Molinier pour la lutte antifasciste, invitation de militaires à la désobéissance, action contre les heures supplémentaires, etc., etc...

Le dernier paragraphe du Rapport établi par la Commission d'Enquête et dans lequel est affirmée « l'incompatibilité entre l'appartenance au P.S.O.P. et toute collaboration ou intelligence directe ou indirecte, politique, culturelle ou financière, à titre individuel ou collectif, sous quelque prétexte que ce soit, soit comme associé, soit par personne interposée, d'une manière ouverte ou secrète » constitue à l'égard des militants du P.S.O.P. une brimade sans précédent. Les camarades de la direction du P.S.O.P. qui se montrent toujours si soucieux de l'indépendance de « leur vie privée » ne peuvent prétendre régler ainsi la question des rapports personnels de n'importe quel membre de l'organisation avec tel ou tel militant ouvrier et ce dernier paragraphe ne peut être justifié que par la volonté scissionniste de ceux qui l'ont rédigé.

La décision du Congrès en ce qui concerne le camarade Raymond Molinier constitue une mesure anti-démocratique. En effet, à aucun moment le Rapport de la Commission d'Enquête n'a été discuté dans les sections et les Congrès fédéraux eux-mêmes n'en ont pas eu connaissance. Au surplus, la décision du Congrès a été prise par une faible minorité de délégués et on chercherait vainement dans le compte rendu du Congrès, le chiffre des abstentions (parmi lesquelles celle du camarade Marceau Pivert). En outre, la proposition du cama-

rade Breuillard, demandant que le camarade Molinier soit entendu par le Congrès, n'a pas été retenue et on a condamné sans entendre.

II) SUR LA COMMISSION D'INSTRUCTION DES CONFLITS.

Devant quel organisme sont traduits les camarades menacés d'expulsion ? C'est ce qu'il a jusqu'ici été impossible de déterminer. A la Commission d'Enquête se substitue maintenant une Commission d'Instruction des Conflits, laquelle devra elle-même céder la place à une Commission des Sentences, etc... Cette multiplication des Commissions ne règle rien et de telles Commissions ne sont nullement qualifiées pour prendre position sur les divergences politiques qui séparent les unes des autres les différentes tendances qui se sont fait jour dans le P.S.O.P. C'est à l'organisation tout entière qu'il appartient de discuter de ces problèmes et de prendre une décision. Il n'y a pas en effet de problèmes formels de discipline, mais seulement des problèmes politiques sur lesquels on doit informer chaque militant.

Au surplus, la Commission d'Instruction des Conflits refuse aux camarades entendus les garanties les plus élémentaires. Aucun procès-verbal des déclarations n'est établi et dans ces conditions, il semble bien que ce soit difficile de se prêter plus longtemps à des « interrogatoires » dont il ne reste pas la moindre trace écrite.

III) SUR « LA VERITE » ET LE DROIT DE TENDANCE.

On veut retenir contre nous un délit « d'opinion ». Mais nul ne saurait nous contester le droit d'éditer une revue et de grouper une tendance autour de cette revue puisque aussi bien ce droit nous est reconnu par la Charte constitutive du P.S.O.P.

Nous sommes entrés au P.S.O.P. comme bolcheviks-léninistes et nous n'avons jamais déclaré que nous entendions renier quoi que ce soit de nos idées. Fidèles à la discipline du Parti dont nous voulons être des militants actifs, nous n'avons jamais fait mystère de nos conceptions politiques.

Le Congrès s'est prononcé pour la compatibilité entre l'appartenance à la Franc-maçonnerie et l'appartenance au P.S.O.P. A plus forte raison doit-on admettre pour chaque militant le droit de participer à une tendance qui n'est pas une société secrète ni un club fermé, mais une aile du mouvement ouvrier qui s'est toujours exprimée ouvertement.

Si nous acceptons tous les devoirs que nous impose notre qualité de membres du P.S.O.P. nous revendiquons aussi tous les droits que cette qualité nous confère. Nous dénonçons tous ceux qui voudraient ouvrir contre nous un procès de tendance. Nous demandons qu'on nous juge sur le travail que nous avons, les uns et les autres, accompli depuis notre entrée dans le P.S.O.P.

Il s'agit aujourd'hui de choisir entre ceux qui sont prêts à capituler devant l'Union Saécée et ceux qui entendent, avant et pendant la guerre impérialiste, mener la lutte contre leur propre bourgeoisie. Nous restons convaincus que le programme bolchevik-léniniste est juste et qu'il triomphera dans la lutte de classe. Nous restons convaincus que la tâche qui s'impose maintenant à nous est la construction du Parti révolutionnaire par le regroupement en France et dans le monde des minorités prolétariennes qui dénoncent la faillite des II^e et III^e Internationales.

C'est maintenant aux militants du P.S.O.P. et de la J.S.O.P. qu'il appartient de se prononcer.

Nous tenons également à souligner le caractère de gravité que présenteraient des mesures d'exclusion dirigées contre les responsables de la J.S.O.P., au moment où celle-ci ayant unifié dans ses rangs tous les jeunes oppositionnels (J.S., J.S.A., J.S.R. et J.C.I.) prépare son Congrès National et travaille à l'organisation d'une Conférence Internationale des Jeunes.

Marc LAURENT, LEON, MORGAT.

P. S. — Le Bureau Fédéral des J.S.O.P. de la Seine, après avoir pris connaissance de la déclaration des camarades Marc Laurent, Léon et Morgat, déclare faire siens tous les termes de cette déclaration.

LE BUREAU FEDERAL.

Dès le 5 juin, la Commission de Sentence des Conflits de la région parisienne adressait à chacun des membres du Bureau Fédéral et au camarade R... une lettre dont voici la conclusion :

Attendu que le P.S.O.P. est fondé sur des principes et des méthodes révolutionnaires diamétralement opposés à ceux de Molinier,

Que ces principes et ces méthodes forment la Charte du Parti qui lie ses membres fraternellement dans le but de poursuivre en commun la lutte contre le Capitalisme, la Bourgeoisie et l'Etat,

Que cette Charte ne peut être mise en cause tant qu'un Congrès nouveau ne l'aura pas abrogée et remplacée par une autre,

Qu'elle doit être respectée par tous les membres du Parti sans exception.

Attendu qu'une organisation démocratique comme le P.S.O.P. permet la libre discussion dans le cadre de sa Charte, mais que cette libre discussion suppose le libre raisonnement des individus et leur libre détermination dans la bonne foi et la confiance réciproque,

Considérant que la secte de Raymond Molinier est organisée « perinde ac cadaver » au sein du Parti en contradiction formelle avec ces principes élémentaires démocratiques et en violation de la Charte et de la décision du Congrès National sur le rapport de la Commission Spéciale d'Enquête,

Pour tous ces motifs,

Et vu la déclaration faite et signée par un certain nombre de camarades,

Prenant acte de l'absence du citoyen Marc Laurent qui avait été convoqué devant la Commission, parce que présent à la réunion Molinier du 31 mai,

Décide :

1°. — Les citoyens Foirier, Pierre Andrei, Morgat, Léon, Privat, Rémond, B..., présents à la réunion Molinier du 31 mai, signataires ou solidaires de la déclaration entre les mains de la Commission, sont indignes d'appartenir au P.S.O.P. et sont exclus immédiatement.

2°. — Le citoyen Marc Laurent devra, dans le délai de 48 heures après notification du jugement, se désolidariser totalement et par écrit d'avec les exclus.

Tous ceux qui, dans le Parti, se solidariseront avec ceux-ci se mettront d'eux-mêmes en dehors des cadres du P.S.O.P.

Souignons seulement l'infamie de la direction du P.S.O.P. qui n'hésite pas à livrer à la publicité les noms de camarades qui militent sous des pseudonymes. Dans le cas de camarades étrangers, l'attitude de la direction du P.S.O.P. équivaut à une véritable dénonciation.

la « démocratie » centriste

Le même jour, on refusait aux membres du Bureau Fédéral l'entrée des locaux des J.S.O.P. ; au surplus ces locaux étaient interdits à tous les jeunes, et on annonçait qu'ils avaient été fermés sur l'ordre des responsables de la Fédération adulte de la Seine. A la réunion d'information de la région parisienne du 5 juin, les exclus n'eurent pas la possibilité de se faire entendre. Ils ne purent même pas pénétrer dans la salle. Et la direction manifesta sa volonté d'étouffer tout débat sur les exclusions en refusant la parole au camarade Marc Laurent et même au camarade Weitz, secrétaire national de la J.S.O.P.

Telles sont les conditions dans lesquelles se firent les exclusions. Nous n'aurions pas grand-chose à ajouter aux déclarations qui furent faites par les exclus, mais il convient cependant de souligner la hâte avec laquelle la Commission d'Instruction des Conflits fut convoquée et avec laquelle la sentence fut rendue. On peut dire qu'on se trouve en présence d'une mesure absolument bureaucratique, puisque, en effet, l'exclusion fut décidée sans aucune consultation préalable de l'organisation, et sans même que tous les exclus aient été convoqués et aient pu s'expliquer devant la Commission.

Certains camarades veulent voir dans la rapidité de cette décision l'indice que le P.S.O.P. est une organisation capable de réagir rapidement lorsque les circonstances l'exigent, et nous ne sommes pas de ceux qui songeraient à reprocher à une organisation révolutionnaire de prendre des décisions rapides lorsque les circonstances l'exigent effectivement. Cependant, nous sommes bien obligés de constater que, dans de nombreux cas, la direction du P.S.O.P. ne réagit pas aussi vigoureusement contre l'indiscipline flagrante de certains de ses membres les plus responsables. Nous n'en voulons qu'un exemple : au lendemain du 30 novembre, Vaillant, qui était alors responsable aux entreprises, avouait dans une assemblée d'information de la région parisienne, qu'il n'avait pas suivi le mot d'ordre de grève générale.

Sans doute, le Syndicat auquel appartient Vaillant avait, en effet, donné, à la fin de la matinée, l'ordre de reprendre le travail, mais Vaillant n'aurait pas dû oublier que membre responsable du P.S.O.P., il devait, sans aucun souci de la capitulation des bon-

zes réformistes, s'en tenir aux mots d'ordre de son Parti et apparaître, ce jour-là, comme le militant le plus courageux. Il aurait dû aussi tenir compte du fait que, dans son usine, malgré l'ordre de reprise du travail, plusieurs ateliers continuèrent la grève. Collinet qui était membre de la C.A.P., avait également travaillé le 30 novembre. A-t-on à ce moment-là, convoqué une Commission d'Instruction des Conflits devant laquelle seraient convoqués ces deux membres du P.S.O.P. ? On y a si peu songé qu'aujourd'hui, après le Congrès national, Collinet reste membre de la C.A.P. et Vaillant devient le secrétaire politique de l'organisation.

La direction du P.S.O.P. ne pouvait se permettre d'être aussi indulgente envers des jeunes révolutionnaires qui n'ont jamais hésité à suivre les mots d'ordre des organisations auxquelles ils ont appartenu. En effet, dans le premier cas, il s'agissait d'éléments venus de la social-démocratie et qui se placent à la droite du Parti. Dans le deuxième cas, il s'agissait de camarades qui sont connus comme bolcheviks-léninistes, et c'est par leur exclusion que la direction du P.S.O.P. entend commencer l'offensive anti-trotskyiste qui a été amorcée par le Congrès.

Il doit être clair pour chaque militant d'avant-garde que ce qui est en cause, ce n'est pas une question de discipline, mais bien une question politique. Cependant, pour s'en tenir au prétexte formel qui fut invoqué, il est facile de démontrer que la décision prise est absolument irrégulière.

La charte constitutive du Parti reconnaît à chacun de ses membres le droit d'éditer une revue et de grouper une tendance autour de cette revue. Les camarades de l'ex-P.C.I. publiaient dans l'organisation, comme c'était leur droit, une revue « La Vérité », sous la responsabilité des camarades Frank et Molinier. Au lendemain du congrès national et de la décision de la Commission d'Enquête prise contre le camarade Raymond Molinier, chacun comprendra qu'il était indispensable que les camarades groupés autour de cette revue se réunissent pour examiner la situation nouvelle et envisager comment pouvait être continuée la parution de la revue. Il ne s'agissait pas du tout, comme on l'affirme dans le supplément au N° 6 du Bulletin de la région parisienne du P.S.O.P., d'une réunion des dirigeants des J.S.O.P. sous la présidence de Raymond Molinier, et à laquelle n'auraient participé que deux camarades adultes, également traduits devant la Commission d'Instruction des Conflits. Cette réunion groupait plus de vingt camarades, parmi lesquels plusieurs adultes occupant des responsabilités à l'intérieur du P.S.O.P. Ce n'est pas par hasard que ces camarades n'ont pas été déférés devant la Commission d'Instruction des Conflits, mais c'est seulement parce que la direction du parti entend commencer son offensive contre les bolcheviks-léninistes et les défaitistes révolutionnaires par une offensive contre son organisation de jeunesse et contre la direction de la Fédération de la Seine des J.S.O.P. qui est bolchevik-léniniste. La tâche la plus urgente pour ceux qui entendent chasser les bolcheviks-léninistes du P.S.O.P. était donc de

La Commission d'Instruction des Conflits-Fédération.

Laurent, Léon et Morgat, a travaillé dans dits, comme le souligne la déclaration de Marc der à ses décisions la moindre confiance. Enes conditions qui ne permettent pas d'accorder détruire tout d'abord la direction de cette effet, on refusa aux camarades entendus les garanties les plus élémentaires : aucun procès-verbal des déclarations faites ne fut établi, sous prétexte qu'une fois la décision prise les exclus auraient toute possibilité de s'expliquer dans leurs sections et devant les assemblées du Parti. Alors qu'il s'agissait de la direction toute entière de la J.S.O.P. de la Seine, aucun délégué de l'organisation de jeunesse ne put participer aux travaux de la Commission. Et la J.S.O.P. apprit l'exclusion sans qu'à aucun moment elle ait été elle-même consultée. Bien entendu, malgré la promesse faite, les exclus n'ont aucun moyen de s'expliquer devant les assemblées régulières du Parti, puisqu'on leur interdit même l'entrée de la Conférence d'information de la région parisienne du P.S.O.P.

Ainsi, ceux qui, au lendemain du Congrès, affirmaient, dans « Juin 36 », que le P.S.O.P. est un parti « démocratique et révolutionnaire qui n'admet pas tous les moyens, mais seulement ceux qui permettent à des combattants également sincères le maximum d'efficacité » faisait la preuve qu'ils étaient bien décidés, pour leur part, à employer tous les moyens contre les révolutionnaires. Ils faisaient aussi la preuve, par les conditions de l'exclusion, telles qu'on n'en connut jamais dans la social-démocratie ou dans les organisations stalinienne, que la « démocratie » du P.S.O.P. n'est qu'une caricature de démocratie.

On reprochait aux jeunes d'avoir méconnu les statuts. Mais, alors que les exclus avaient fait appel de la décision prise devant la Commission Nationale des Conflits et

que, statutairement, cet appel, qui a un caractère suspensif, les rétablissait dans tous leurs droits de membres de la J.S.O.P., on continua cependant, malgré les statuts, à leur interdire l'entrée des locaux et l'exercice de leurs responsabilités.

la signification politique des exclusions

Le gros argument invoqué contre les exclus est qu'ils ne seraient pas des « hommes libres » capables de « libre raisonnement » ni de « libre détermination ». Les centristes comme les réformistes, comme d'ailleurs les bourgeois en général, ont toujours à la bouche le mot de liberté, mais ils n'hésitent pas, chaque fois que cela est nécessaire à leur politique, à méconnaître les libertés les plus élémentaires des militants de leur propre organisation.

Les exclus n'ont pas la prétention d'être des « hommes libres ». En régime capitaliste, Lénine nous a appris qu'il n'y avait pas de liberté, et, plus particulièrement pour un militant révolutionnaire, la liberté est limitée par la discipline de l'organisation. Quels sont donc les « hommes libres » ? Ceux qui, comme Vaillant, déclarent qu'ils font passer la discipline de la C.G.T. réformiste avant celle de l'organisation politique de la classe ouvrière et qui, d'ailleurs, lorsque la répression menace, méconnaissent également la discipline de la C.G.T. et la discipline du Parti ? Ceux qui, comme Marceau Pivert et Rul, déclarent que, s'ils étaient mis par leur organisation en demeure de choisir entre la franc-maçonnerie et le P.S.O.P., ils obéiraient d'abord aux mots d'ordre des loges, et qu'ils abandonneraient l'organisation révolutionnaire ? Ou ceux qui, se refusant à avoir une « vie privée », entendent placer tous leurs actes sous le contrôle de l'organisation, et se déclarent prêts à accepter toutes les décisions qui pourraient être prises ?

A la vérité, les dirigeants du P.S.O.P. ne sont pas des hommes libres, mais ils sont irréductiblement opposés aux « principes et aux méthodes révolutionnaires de Molinier », c'est-à-dire aux principes et aux méthodes révolutionnaires tout court. En effet, Raymond Molinier, comme tous les bolcheviks-léninistes, n'a jamais eu dans sa vie et dans son activité d'autres principes et d'autres méthodes que ceux des bolcheviks, et le texte de la Commission Fédérale de Sentence est une nouvelle manifestation de l'anti-communisme de tous ceux qui, au moment où existait encore un parti communiste, étaient aux côtés de Blum et de Renaudel. A ce moment les dirigeants « socialistes » s'associaient à la bourgeoisie pour lutter contre la Révolution d'Octobre et contre le Parti qui avait mené le prolétariat soviétique à la victoire.

Pour notre part, nous ne sommes pas surpris des procédés qui furent employés pour l'exclusion des membres du Bureau Fédéral de la Seine de la J.S.O.P., car, encore une fois, il ne s'agissait pas d'une question de discipline ou d'une question personnelle, mais bien d'un problème politique dont nous voudrions souligner l'importance. Au lendemain des exclusions, c'est un membre de la C.A.P., Jacquier, qui fut jusqu'au dernier Congrès permanent au P.S.O.P., qui déclarait : « l'exclusion n'est qu'un prétexte. Nous supprimerons, s'il le faut, toute l'activité du parti jusqu'à ce que soient liquidés les trotskystes. » C'est bien là le véritable sens des exclusions. La décision qui a été prise n'a fait qu'exprimer la crainte de la direction centriste devant le danger que les bolcheviks-léninistes, malgré leur division, constituent pour elle. La politique d'offensive centriste est toute entière déterminée par la pression qu'exerce sur les dirigeants du P.S.O.P. la situation internationale, le danger de guerre croissant et la crainte de la répression. Ce qui est en cause, c'est l'orientation des J.S.O.P. qui se sont prononcés pour le défaitisme révolutionnaire et pour la lutte jusqu'au bout contre leur propre impérialisme. L'exemple de la J.S.O.P., où était entrée la J.C.I., puis la J.S.R., et qui rassemblait dans son sein la jeunesse marxiste de France, était trop dangereux pour que les centristes le tolèrent plus longtemps. Il fallait à tout prix briser le processus de regroupement des forces révolutionnaires.

Il ne s'agit pas seulement de quelques camarades qui sont chassés de l'organisation, mais il s'agit de l'existence même de la J.S.O.P. et de son orientation politique. L'aile la plus réactionnaire du P.S.O.P. qui se prononce pour un retour à la social-démocratie ne pouvait tolérer à ses côtés le développement d'une organisation de jeunesse qui s'était assignée comme tâche la construction de la nouvelle Jeunesse Communiste. N'ayant pu obtenir du Congrès la transformation de la J.S.O.P. en jeunesse social-démocrate, placée sous la tutelle étroite des adultes, il fallait détruire l'organisation.

la « minorité » devant les exclusions

Au lendemain des exclusions était publiée une « déclaration de la minorité ». Cette minorité « qui va de Madeleine Hérard à Rous en passant par Weitz et Guérin », ainsi qu'il est dit dans le texte, souligne fort justement le caractère de l'exclusion qui est « en réalité une opération politique dirigée contre les J.S.O.P. d'abord, contre la minorité ensuite ». Elle se prononce également pour la réintégration des dirigeants J.S.O.P. de la Fédération de la Seine dans tous leurs droits. Mais, outre qu'elle entend elle aussi s'en tenir au « cas Molinier » dont elle ne veut pas voir qu'il s'agit d'une opération politique de même nature que celle qu'elle dénonce contre les J.S.O.P., elle indique que, décidée à soutenir toute action pour la réintégration des exclus, elle demande à ceux-ci, « dans l'intérêt du Parti et des J.S.O.P., et en vue de faciliter leur réintégration, de n'entreprendre aucune action qui serait de nature à déclencher un mouvement de solidarité politique en vue de créer une organisation indépendante et qui n'aurait pour conséquence que de faciliter l'exclusion de nouveaux camarades. Dans le cas contraire, la minorité, soucieuse de construire le Parti et les jeunes en dépit de tous les obstacles et conformément à sa position face au cas non-politique Molinier se verrait dans l'obligation de désapprouver de telles actions. »

Les « minoritaires » furent amenés à préciser leur position lors de l'assemblée d'information de la J.S.O.P. qui se tint le 11 juin. A cette assemblée d'information les camarades Rous, Henric et Weitz notamment, indiquèrent fort clairement que s'ils étaient disposés à lutter actuellement sur le terrain parlementaire pour la réintégration des exclus, leur solidarité cesserait immédiatement au cas où d'une part les exclus fourniraient eux-mêmes à la direction de nouveaux « prétextes formels » et où, d'autre part, les exclusions seraient maintenues.

Cette position n'est pas nouvelle. Elle rappelle singulièrement celle qui fut prise par Marceau Pivert en 1935, lors de l'exclusion des bolcheviks-léninistes de la S.F.I.O., et en 1937, lors de la dissolution de la Fédération de la Seine des Jeunes Socialistes. Dans un cas comme dans l'autre, Marceau Pivert commença par affirmer bruyamment sa solidarité, mais, très rapidement, il abandonnait les exclus sous prétexte que ceux-ci avaient eux-mêmes donné des « prétextes formels » à la direction de l'organisation. Bien mieux, ayant écrit pour la brochure des camarades des Jeunes Socialistes exclus à Creil, une préface qu'il terminait par ces mots : « Lisez cette brochure, elle en vaut la peine », il déclara ensuite au Congrès de Marseille de la S.F.I.O. qu'il n'aurait jamais écrit la préface s'il avait connu le texte de la brochure.

La position prise par la minorité interdit en fait aux exclus toute possibilité d'explication, puisque aussi bien toute explication peut être retenue comme une « provocation » à l'égard de la direction du P.S.O.P. Cette déclaration constitue aussi un blanc-seing pour les centristes au cas où les exclusions seraient maintenues. On entend apporter toute assurance que, même si le Bureau fédéral de la J.S.O.P. reste en dehors de l'organisation, il n'y aura aucun mouvement de « solidarité politique ».

Des camarades comme Rous, qui fut membre de la C.A.P. de la S.F.I.O., ou comme Weitz, exclu des Jeunes Socialistes de la Seine, devraient pourtant savoir que la direction d'une organisation trouve toujours, lorsqu'elle veut exclure, des « prétextes formels » et c'est Henric lui-même qui, à l'assemblée d'information du 11 juin, en apporta la preuve, bien malgré lui. Alors qu'il venait de caractériser fort justement l'aile dirigeante du P.S.O.P., qui se prononce pour la dissolution de la jeunesse, comme une aile « réactionnaire », une intervention de Lissansky fit apparaître qu'une expression politique juste pourrait fort bien apparaître comme un « prétexte formel ». Et le « coupable » dut aussitôt s'excuser et, pour éviter tout « prétexte formel », Rous dut s'appliquer à faire de l'exégèse sur le mot « réactionnaire ». Il se crut même obligé de faire appel à la « loyauté » de Lissansky pour qu'une expression aussi malencontreuse ne soit pas rapportée à la direction du Parti.

Sans doute, comme les minoritaires, nous souhaiterions n'être pas obligés de souligner la signification politique des exclusions et nous aurions préféré que la délimitation entre centristes et bolcheviks-léninistes se fasse sur le terrain politique.

Malheureusement, on ne choisit pas toujours le terrain sur lequel on se bat et chacun sait que le centrisme n'a guère le goût des délimitations politiques car l'instabilité

de sa position lui interdit d'affronter une discussion qui ne pourrait être pour lui que fort dangereuse.

fidélité aux principes ou capitulation politique ?

Nous ne sommes point, pour notre part, irréductiblement hostiles aux concessions formelles. Mais, fidèles aux enseignements du léninisme, nous savons qu'il n'y a pas de compromis possible en dehors de l'intransigeance politique la plus stricte.

Or, dans le cas présent, le compromis que nous proposent les « minoritaires » ressemble fort à une capitulation et, comme cela se produit presque toujours, il apparaît que, sous prétexte de faire des concessions formelles, on est prêt à faire des concessions sur le programme politique lui-même. Nous avons, en effet, et fort nettement, déclaré à plusieurs reprises que nous acceptons la discipline et la décision du Parti. Est-il donc nécessaire d'ajouter autre chose et de renoncer à une position que nous continuons à croire juste ?

Lorsqu'un camarade, qui collabore à « La Voie de Lénine » déclare : « Nous reculerons tant qu'il le faudra », qu'est-ce que cela signifie, sinon que ce camarade est décidé à abandonner une partie de son programme ? Et les camarades « minoritaires » qui ne cessent de nous demander de nouvelles concessions formelles n'auraient-ils donc pas compris que les « mesures disciplinaires » qui sont prises contre nous ne sont que le masque d'une offensive politique contre l'aile la plus conséquente du P.S.O.P. ?

Pour notre part, nous avons, sur le problème de la guerre et sur celui de la création de la nouvelle Internationale, comme sur tous les problèmes fondamentaux qui se posent devant la classe ouvrière, des positions qui sont connues. Ces positions, nous continuerons à les défendre dans le cadre de la discipline de l'organisation, mais nous n'admettrons pas qu'on nous enlève tout moyen d'expression et toute possibilité de travail. Nous entendons bien ne rien renier de notre activité passée et, comme au moment de notre entrée dans le P.S.O.P., nous déclarons que nous n'avons rien abandonné de notre programme bolchevik-léniniste.

Certains camarades de la minorité ont été, en 1935, lors de la sortie des B.-L. de la S.F.I.O., bien plus durs que nous ne l'étions nous-mêmes dans leur appréciation de la politique de la Gauche Révolutionnaire. Est-ce donc pour faire oublier qu'ils qualifiaient Pivert de « valet des réformistes » et pour se faire pardonner leurs erreurs qu'ils n'ont aujourd'hui que sourires pour l'aile la plus réactionnaire du P.S.O.P. et qu'ils ne savent plus être « fermes » que dans leur critique de la position des exclus ?

Ces camarades se trompent lourdement s'ils pensent qu'il leur suffira de nous accompagner jusqu'à la porte au moment où on nous chasse pour que, demain, tout rentre dans l'ordre et pour que la J.S.O.P. continue sans nous. Encore une fois, ce ne sont pas seulement les membres du Bureau Fédéral qui sont menacés mais c'est toute la gauche de l'organisation et ce serait une grave erreur que de croire que l'exclusion règlera tout.

la J.S.O.P. continue

« Vous voulez donc la rupture ? », nous demandent certains camarades trop bien intentionnés pour croire eux-mêmes au sérieux d'une telle question.

Faisons tout d'abord remarquer à ces camarades que nous ne partons pas et que nous entendons bien mener jusqu'au bout, avec leur aide, la lutte pour notre réintégration.

D'autre part, et c'est là le plus important, notre position, telle que nous l'avions définie lors de notre entrée à la J.S.O.P., n'a pas changé. Nous continuons à considérer cette organisation comme le lieu de rassemblement des jeunes opposés et nous continuons à penser que c'est au sein de la J.S.O.P. que, par une discussion politique commune et par un travail commun, nous construirons ensemble la nouvelle organisation révolutionnaire de la jeunesse.

C'est assez dire qu'à l'étape actuelle nous pensons que la perspective d'une organisation indépendante de jeunes serait erronée. Nos camarades de la J.S.R., entrés

depuis quelques semaines seulement à la J.S.O.P., tiennent absolument à nous convaincre — comme s'il était nécessaire de le faire — que c'est au sein de la J.S.O.P. elle-même que tous les militants qui se réclament des idées des bolcheviks-léninistes doivent aujourd'hui travailler. Nous sommes d'autant plus sensibles à leurs arguments qu'ils n'ont fait que reprendre ceux que nous avons, vainement, développés devant eux depuis plusieurs mois. Ils ont rejoint nos rangs et nous nous en félicitons mais nous ne pensons pas que le fait qu'ils aient mis fort longtemps à s'apercevoir de leurs erreurs leur donne maintenant le droit de nous qualifier de scissionnistes.

Si on nous a enlevé tous nos droits de membres de l'organisation on nous a, au moins, laissé les devoirs qui incombent à chaque militant. Nous continuerons à les remplir, comme par le passé et nous ne refuserons pas plus qu'hier les tâches qui nous seront confiées.

Le Congrès National du 14 juillet doit marquer pour la J.S.O.P. une nouvelle étape et il convient de préparer sérieusement ce Congrès d'où l'organisation doit sortir grandie et renforcée. Il convient également de n'abandonner aucune des tâches entreprises par la Fédération de la Seine pour la conquête de couches plus larges de jeunes travailleurs. Les exclusions ne doivent apporter aucun ralentissement à notre activité.

C'est là le sens de notre déclaration : « La J.S.O.P. continue ».

Mais la J.S.O.P. de la Seine doit continuer avec l'orientation qui a été définie par le Congrès Fédéral de mars et notre objectif doit être, aujourd'hui encore, de faire de l'organisation une organisation communiste de jeunes. Une nouvelle orientation ne pourrait être qu'un recul politique.

Notre conclusion sera celle de notre Rapport politique au Congrès Fédéral :

« Sous le drapeau rouge de la Révolution d'Octobre, en avant vers la nouvelle organisation révolutionnaire de la Jeunesse et vers la nouvelle Internationale des Jeunes. »

Le 22 juin 1939.

Diffusez cette brochure :

Prix : 1 franc

Vient de paraître :

Le numéro 2

de

Nuevo Curso

bulletin des bolcheviks-léninistes espagnols
(pour la construction de la IV^e Internationale)

Le bulletin ronéotypé de 24 pages — **Prix : 1 franc**

BULLETIN D'ABONNEMENT à " LA VÉRITÉ "

Nom, Prénoms :

Rue :

Ville :

souscrit un abonnement de SIX MOIS, et adresse la
somme de 20 francs, par mandat à

R. FOIRIER, 91, rue Rouget-de-l'Isle, Suresnes (Seine).

Nos publications :

- LE PAIN, LA PAIX, LA LIBERTÉ, NE LES
DEMANDE PAS, PRENDS-LES ! (Edition des
G.A.R., 1935) 0 50
- LES CRIMES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES
DE STALINE (Lettre de Ciliga, édition 1935).. 0 25
- A TON TOUR, PAYSAN ! par J. Desnots (août
1936) 0 25
- FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES ? (La
Grève de Juin 1936), par P. Frank 1 »
- MANIFESTE DU P.C.I. 0 25
- MANIFESTE-PROGRAMME DES JEUNESSES
COMMUNISTES INTERNATIONALISTES 1 »
- LA CRISE DE LA SECTION FRANÇAISE DE
LA LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONA-
LISTE :
 - Tome 1. — La scission du groupe bolchevik-
léniniste (décembre 1935) 2 »
 - Tome 2. — De la scission du G. B.-L. au
Congrès de 1936 (rééditée et complétée) .. 2 »
- COMMENT ILS ONT TRAHI LA GREVE GOOD-
RICH 0 40

Le Gérant : M. GUILLARD

Imprimerie spéciale de « LA VERITE »

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

